

document de travail

Février 2015

144

La présence de la Chine dans la Caraïbe

Institut des Amériques

Carlos Quenan

Éric Dubesset

Viktor Sukup

Romain Cruse

Juan Carlos Diaz Mendoza

Laneydi Martinez Alfonso

Antonio Romero

Coordination : Éric Jourcin (jourcine@afd.fr), AFD
Quentin Lajus (lajusq.ext@afd.fr), AFD

Etudes et Recherches

Agence Française de Développement
5 rue Roland Barthes
75012 Paris - France
www.afd.fr

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elle ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence Française de Développement ou de ses institutions partenaires.

Les Auteurs :

- Carlos Quenan, économiste, professeur à l'IHEAL, vice-président de l'Institut des Amériques
- Eric Dubesset, maître de conférences à la faculté de Droit et de Sciences politiques de Bordeaux
- Viktor Sukup, analyste d'économie internationale et ancien fonctionnaire de la Commission européenne dans le domaine de la Coopération au développement
- Romain Cruse enseigne la géographie, l'économie et l'histoire de la Caraïbe à l'université des Antilles et de la Guyane (UAG), en Martinique, ainsi que l'University of the West Indies (UWI), à Trinidad et à la Jamaïque, dans les départements d'Economie, de Géographie et de Sciences politiques
- Juan Carlos Diaz Mendoza, économiste Amérique latine à la Société Générale
- Laneydi Martinez Alfonso, doctorante à l'université de La Havane (Cuba)
- Antonio Romero, professeur, département Macroéconomie et études comparées, université de La Havane (Cuba)

Directrice de la publication : Anne PAUGAM

Directeur de la rédaction : Alain HENRY

ISSN : 1958-539X

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2015

Mise en page : NOISE

Sommaire

	Résumé	5
	Introduction	7
	Partie 1	
	Relations Chine-Caraïbe : aperçu général et principales tendances récentes	12
1.	Une vue d'ensemble des relations sino-caribéennes	13
1.1.	Investissements directs à l'étranger	13
1.2.	Commerce extérieur	14
1.3.	La « question taïwanaise »	15
2.	Les relations entre la RPC et les pays de la Caricom : une dimension clef des relations sino-caribéennes	16
2.1.	Une influence chinoise faible dans les pays reconnaissant Taïwan	16
2.2.	Une influence croissante dans les territoires situés à proximité directe des États-Unis	17
2.3.	Une forte influence dans les territoires riches en ressources naturelles	19
2.4.	Remarques finales	21
3.	Les rapports de la RPC avec l'OECO : des relations en progrès malgré la diversité de positionnements au sujet de « la question taïwanaise »	22
4.	Les relations de la RPC avec la République dominicaine : développement des échanges malgré l'absence de relations diplomatiques	23
5.	Les relations de la RPC avec Cuba, un cas spécial dans la région	24
5.1.	Quelques antécédents historiques	24
5.2.	Les relations économiques entre la RPC et Cuba entre 1980 et 2000	24
5.3.	Les relations économiques Chine-Cuba au début du XXI ^e siècle	25
5.4.	Des perspectives favorables pour le renforcement des relations bilatérales	28
	Partie 2	
	Bilan et perspectives des relations Chine continentale-Caraïbe	30
1.	La RPC dans la Caraïbe : une présence qui va croissant et se diversifiant	30
2.	Perspectives : opportunités et risques pour les pays de la région	31

Partie 3**Fiches-pays et fiches-région :**

une présentation synthétique et standardisée des relations Chine-Caraïbe	34
- Antigua-et-Barbuda	35
- Les Bahamas	36
- La Barbade	38
- Cuba	40
- La Dominique	42
- Grenade	44
- Le Guyana	45
- Haïti	47
- La Jamaïque	49
- La République dominicaine	51
- Saint-Kitts-et-Nevis	53
- Sainte-Lucie	54
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines	56
- Le Suriname	58
- Trinidad-et-Tobago	60
- Caricom	63
- OECO	66

Liste des sigles et abréviations	68
---	-----------

Bibliographie	70
----------------------	-----------

Résumé

Depuis quelques années, la République populaire de Chine (RPC) organise son grand retour sur la scène internationale. Tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique, elle tend ainsi à multiplier ses implantations dans le monde. Dans la Caraïbe insulaire, où sa présence est ancienne, l'influence chinoise s'affirme au bénéfice de cette dynamique, tout en se diversifiant. Est-il cependant possible de parler de percée chinoise dans cette région historiquement sous influence de l'Europe et des Etats-Unis ? Réalisée dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut des Amériques (IdA) et l'Agence Française de Développement (AFD), cette étude tente d'y répondre. Croisant des approches géopolitiques et économiques, elle vise à mieux appréhender la nature, l'ampleur et l'étendue

de la présence chinoise dans la Caraïbe, notamment en rassemblant des données statistiques, parfois difficiles à obtenir.

Compte tenu de la grande diversité géographique, démographique et économique qui caractérise la région, son influence est mesurée depuis l'échelle régionale jusqu'au niveau national. Cette étude questionne donc le rôle et le poids spécifique de la Chine dans la quinzaine d'Etats indépendants que comporte la Caraïbe. Elle participe ainsi au renforcement de notre connaissance et de notre compréhension du rapprochement de ces deux espaces, pourtant situés, sous bien des aspects, aux antipodes.

Carte 1. La Caraïbe



Source : LAMECA (la médiathèque Caraïbe) – <http://www.lameca.org/annuaire/pays/pays.htm>

Tableau 1. Les grands indicateurs socioéconomiques

Pays	Superficie (en km ²)	Population (milliers)	PIB (M USD) en 2012	PIB/tête (USD) en 2012	IDH (rang sur 185) en 2012
Antigua-et-Barbuda	442	89	1 134	12 733	67
Bahamas	13 939	372	8 149	21 908	49
Barbade	430	283	4 225	14 917	38
Cuba	110 860	11 204	57 490	5 498	59
Dominique	754	72	480	6 692	72
Grenade	350	105	767	7 266	63
Guyana	214 970	790	2 851	3 584	118
Haïti	27 750	10 174	7 843	771	161
Jamaïque	10 829	2 712	14 755	5 440	85
République dominicaine	48 670	10 227	59 047	5 746	96
Saint-Kitts-et-Nevis	216	54	767	14 314	72
Sainte Lucie	616	181	1 239	6 848	88
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	389	109	713	6 515	83
Suriname	163 000	535	5 012	9 376	105
Trinité-et-Tobago	5 130	1 337	23 320	17 437	67

Sources : AFD, Cadre d'intervention régional Caraïbes 2013-2015.

Introduction

L'accroissement de la présence de la Chine dans la Caraïbe Quels enjeux de développement ?

Depuis son retour sur la scène internationale, la Chine continentale – ou République populaire de Chine (RPC) – tend à multiplier ses implantations dans le monde. Cependant, elle n'est pas présente partout de la même manière ni avec la même intensité. Dans la Caraïbe insulaire, sa présence, déjà ancienne, s'affirme tout en se diversifiant. Lors de son récent déplacement diplomatique en Amérique latine, en juillet 2014, le président chinois, Xi Jinping, a annoncé à Brasilia, aux quatre pays du quartette (Cuba, Costa Rica, Equateur, Antigua-et-Barbuda) de la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac), la mise en place d'un fonds de 20 milliards USD pour financer le développement d'infrastructures, assorti d'une ligne de crédit supplémentaire à hauteur de 10 milliards USD et d'un fonds de coopération régionale de

5 milliards USD. Après s'être rendu au Brésil, en Argentine et au Venezuela, Xi Jinping a achevé sa tournée dans l'île de Cuba, considérée comme partenaire stratégique par Pékin. A cette occasion, les dirigeants de ces deux pays ont donné un nouvel élan à leur coopération économique avec la signature de vingt-neuf accords bilatéraux dans des domaines variés : finance, industrie, mine, pétrole, énergies renouvelables, santé, biotechnologie, télécommunications, internet, agriculture, environnement, éducation. Dans un tel contexte inédit, l'objet premier de cette étude consiste à identifier les caractéristiques socioéconomiques et les principaux enjeux politiques et géostratégiques de la percée chinoise dans la Caraïbe insulaire, historiquement sous influence de l'Europe et, plus encore, des Etats-Unis.

Des liens anciens qui s'intensifient

L'irruption de la Chine continentale dans la Caraïbe insulaire est l'un des phénomènes les plus marquants observés dans la région depuis le début du nouveau millénaire. La présence chinoise dans cette aire marine des Amériques n'est pas nouvelle. Elle relève d'une installation ancienne marquée, dans la diachronie, par trois principales vagues migratoires : la première se caractérise par l'arrivée, à partir du XIX^e siècle, de *coolies* et de travailleurs libres venus combler le manque de main-d'œuvre dans le secteur agricole des pays et territoires caribéens (Rajkumar, 2013). Les premiers travailleurs chinois, moins de deux cents, seraient ainsi arrivés à bord du navire *Fortitude* dans l'île de

Trinidad, en 1806. Ensuite, entre 1850 et 1866, 18 000 autres ouvriers sous contrat débarquèrent dans la Caraïbe. Au total, au cours du XIX^e siècle, ce ne sont pas moins de 125 000 migrants chinois qui sont arrivés à Cuba : environ 15 000 au Guyana, 2 700 à Trinidad, 1 200 en Jamaïque et 500 au Belize (Ma et Cartier, 2002). La plupart fut recrutée dans la province de Guangdong, située dans le sud-est de la Chine, près de Hong Kong (Look Lai, 2006). Dans les années 1910, une deuxième vague migratoire s'est amorcée à une époque où l'économie sucrière était en pleine expansion. Elle concernait quelques dizaines de milliers de petits marchands et de colporteurs, avant tout

des hommes, en quête d'une meilleure vie, en particulier dans les zones rurales et urbaines de Trinidad, de la Jamaïque et de Cuba (Ma Mung, 2000). Des éléments de leur culture (langue, musique, danse, théâtre, opéra, coutumes, traditions, etc.) se retrouvent encore aujourd'hui dans plusieurs villes cubaines comme La Havane ou Matanzas (Baltar Rodriguez, 1996).

La dernière vague d'émigration chinoise date du début des années 2000. Elle correspond à la phase d'accroissement des investissements de la RPC dans la Caraïbe. Principalement originaires du nord-est de la Chine continentale, ces migrants, venus dans la région pour réaliser les infrastructures financées par leur pays,

représentent aujourd'hui une part non négligeable de la population de certains pays caribéens. Au Suriname, cas exceptionnel, elle a augmenté jusqu'à atteindre près d'un dixième de la population totale. Cette nouvelle diaspora est pour partie composée de salariés, d'hommes d'affaires et d'étudiants inscrits dans de grandes universités (West Indies, Rio Piedras de Puerto Rico, La Habana, etc.). Pékin mène une politique active auprès de ces Chinois d'outre-mer pour qu'ils deviennent un relais efficace dans la promotion du patrimoine culturel et dans le développement économique de leur pays d'origine. Les communautés chinoises des pays caribéens sont de plus en plus courtisées par les ambassades et consulats de Chine (Cruse, 2014).

Un nouvel acteur extérieur dans la Caraïbe

L'émergence de la Chine continentale comme nouvel acteur stratégique dans la Caraïbe est récente. Si Pékin a commencé à établir des relations diplomatiques et économiques avec La Havane en 1960, puis avec la plupart des Etats anglo-caribéens à partir des années 1970 – Guyana et Jamaïque en 1972 –, ce n'est qu'au tournant du siècle que la coopération bilatérale a véritablement pris son essor. Dès 2001, le rapprochement politique s'est accéléré par des visites officielles régulières. Avant les récentes visites de l'actuel président Xi Jinping (2013 et 2014), le président Jiang Zemin (1993-2003), puis son successeur Hu Jintao (2003-2013) ont réalisé une série de déplacements en Amérique latine et dans la Caraïbe. En 2003, une vice-première ministre a effectué une visite dans huit pays caribéens anglophones. Les dirigeants de Cuba, du Guyana et du Suriname se sont rendus à leur tour, à plusieurs reprises, dans l'Empire du Milieu pour renforcer le dialogue et conclure des accords politiques et économiques. De ces nombreuses rencontres est née l'idée d'établir un mécanisme de coopération en vue d'approfondir les relations économiques et commerciales bilatérales. Ce dispositif s'est concrétisé en 2005 par la tenue d'un premier Forum célébré en Jamaïque. Le second, en 2007, a eu lieu en Chine, avec la participation de délégations de treize nations de la Caraïbe, dont Haïti, la République dominicaine et Sainte-Lucie qui, officiellement, n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec elle.

Sans être résolument « tiers-mondiste », l'ambition politique actuelle de la RPC est de retrouver sa place au sein des pays émergents et en développement et d'être perçue comme un allié naturel. Le discours officiel du président Xi Jinping n'a plus rien de militant ni de communiste. A la différence de l'Union soviétique du temps de la guerre froide, Pékin ne cherche pas à établir des bases militaires. Elle est avant tout en quête de sources d'énergie, de marchés, et souhaite accroître son influence dans les affaires du monde. Pour affirmer sa puissance, elle prône désormais la coexistence pacifique, la multipolarité et se veut favorable à une mondialisation équilibrée, régie par un principe de bénéfices réciproques et de gains partagés. Les objectifs qu'elle poursuit en Amérique latine et dans la Caraïbe sont clairement établis dans un Livre blanc qui stipule que le principe d'une seule Chine constitue la base politique sur laquelle elle développe des relations avec les pays et les organisations multilatérales de la région.

Ce principe implique, pour les pays partenaires, en l'occurrence ceux de la Caraïbe, le renoncement au développement de relations et de contacts officiels avec l'île de Taïwan. De longue date, Pékin et Taipei se livrent un bras de fer qui a pris un relief particulier dans la région (Cabestan, 2010). Onze des vingt-trois Etats dans le monde entretenant des liens diplomatiques avec la République de Chine (Taïwan) se situent en Amérique du Sud

(Paraguay), en Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama) et dans la Caraïbe insulaire (République dominicaine, Haïti, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie). Pour déplacer son rival, la RPC cherche par conséquent à créer des liens diplomatiques avec ces pays acquis à la cause

taïwanaise, et à consolider ceux qu'elle entretient déjà de longue date avec les Etats qui lui sont favorables. De fait, il s'agit pour l'Empire du Milieu de parvenir à occuper une place forte dans une région comptant une quinzaine d'Etats indépendants qui représentent autant de voix aux Nations unies et que Pékin peut avoir intérêt à influencer.

Modalités et formes diversifiées de la coopération

Parce que cette zone « américano-méditerranéenne » revêt une importance stratégique, la RPC a accru depuis 2005 ses programmes d'assistance technique et d'aide au développement. Son offre de subventions, de dons et de crédits, à taux réduits ou nuls, octroyés notamment par l'*Export-Import Bank of China*¹ autorise le financement d'infrastructures telles que des routes, des ponts, des hôpitaux, des écoles ou des stades dans les pays bénéficiaires. Au cours de la dernière décennie, des centaines de millions de dollars ont été accordés, sous forme de prêts et de subventions, à la seule condition de mettre fin, pour les pays bénéficiaires, à leurs relations diplomatiques avec Taiwan. C'est ainsi qu'en 2005, la Dominique et la Grenade ont renoncé à ces liens, en échange d'aides chinoises pour le financement de grands projets d'infrastructures. En 2011, Pékin aurait offert un stade de 35 millions USD aux Bahamas. Plusieurs milliards supplémentaires devraient être également injectés à court terme, notamment en République dominicaine et à Haïti à dessein d'étendre son influence politique. Lors de sa première tournée officielle en Amérique latine, en juin 2013, le président Xi Jinping se serait engagé à fournir trois milliards USD de prêts concessionnels à neuf pays de la Communauté des Caraïbes (Caricom)². Dès les années 1990, Cuba a aussi bénéficié de crédits chinois à des conditions avantageuses, destinés à relancer des pans entiers d'une économie entrée en crise à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, et les concours

financiers de la Chine à l'égard de ce pays se sont amplifiés au cours des dernières années.

Pour la RPC, les enjeux du rapprochement avec la Caraïbe sont également d'ordre économique et commercial. Elle entend à la fois sécuriser son approvisionnement en ressources naturelles et écouler ses produits pour soutenir sa croissance. Bien que les îles de la Caraïbe représentent un marché de taille réduite, comparé par exemple au reste de l'Amérique latine, et que leurs exportations de matières premières soient peu significatives, elles sont devenues néanmoins un partenaire intéressant pour le géant asiatique, du fait de leur extraversion, leur niveau de revenu en général relativement élevé et leur forte propension à importer. En l'espace de deux décennies, les échanges commerciaux entre les deux régions ont enregistré une forte progression. Entre 1990 et 2008, ils ont été multipliés par cent. Cependant, pour l'ensemble des pays (hors Cuba), la part de la Chine dans les échanges externes demeure relativement faible, tant du côté des exportations que de celui des importations. Dans le cas de Cuba, la Chine est le deuxième partenaire. L'île lui vend essentiellement du nickel (10 000 tonnes par an), du sucre, du tabac, du rhum, des fruits de mer et des produits biotechnologiques (médicaments, vaccins). Le total de leurs échanges commerciaux est passé de 533 millions USD en 2000 à 1,6 milliard USD en 2012, avec une augmentation, en rythme moyen annuel, de 15 %, malgré une certaine stagnation entre 2009 et 2012 liée à la conjoncture internationale.

Les relations sino-caribéennes sont aussi importantes sur le plan des investissements. Les investissements directs chinois dans la Caraïbe ont récemment enregistré une croissance considérable. Depuis 2003, ils ont quasiment quintuplé pour

¹ L'*Export-Import Bank of China* est la seule banque chinoise habilitée à octroyer des crédits au développement (http://english.eximbank.gov.cn/tm/en-TCN/index_640.html). Elle fait donc office, au sein de ces multiples activités, d'opérateur bilatéral chinois d'aide publique au développement. S'ajoutent ensuite à cette activité de coopération, la cohorte des grandes banques et compagnies chinoises réalisant divers investissements dans les pays caribéens, en termes strictement commerciaux. Elles sont cependant presque toutes publiques, ce qui confère à leurs activités à l'étranger une dimension non moins politique qu'il est indispensable de souligner.

² Né en 1973 du Traité de Chaguaramas, Caricom désigne à la fois le Marché commun de la Caraïbe (le Caricom) et la Communauté caribéenne (la Caricom).

avoisiner dans la phase actuelle le demi-milliard de dollars. Les fusions et acquisitions d'entreprises et le financement d'infrastructures se concentrent principalement dans les territoires peu peuplés, économiquement pauvres, mais riches en ressources naturelles. C'est ainsi qu'en 2010, le stock total d'investissements directs à l'étranger (IDE) de la Chine a dépassé les 183 millions USD au Guyana,

contre moins de 5 millions en Jamaïque, 1,6 million aux Bahamas et 800 000 USD à Trinidad-et-Tobago. Pour mettre en perspectives ces chiffres, rappelons que dans l'ensemble de l'Amérique latine et la Caraïbe, les IDE chinois ont atteint 41 milliards USD fin 2009, dont 95 % se concentreraient dans deux paradis fiscaux : les Îles Caïman et les Îles Vierges britanniques (CEPAL, 2010).

Les enjeux de la présence chinoise pour la Caraïbe

Pour les Etats de la Caraïbe insulaire en proie à de graves problèmes structurels, le marché chinois apparaît comme l'un des plus prometteurs pour renforcer leur résilience et redynamiser leur économie. Malgré d'importantes disparités de développement entre des pays et territoires à haut revenu comme les Bermudes et d'autres moins avancés comme Haïti, vingt fois plus pauvre, tous les Etats de la région partagent un ensemble de caractéristiques communes. Quels que soient leur taille et leur modèle politique ou économique, tous sont marqués par une triple vulnérabilité qui menace durablement leur croissance (Gonzalez Rivero et Vazquez Lopez, 2013). Sur le plan environnemental, ils sont exposés, à des degrés divers, à des risques naturels majeurs – sismiques, volcaniques, climatiques – et sont confrontés au défi de la préservation de leur écosystème face à l'anthropisation et à la montée de la mer (eustatisme). Le deuxième type de vulnérabilité est d'ordre économique et commercial. Il s'explique d'abord par l'étroitesse de leur marché domestique qui ne leur permet guère de réaliser des économies d'échelle et les contraint à l'extroversion. Il tient ensuite à leur dépendance vis-à-vis des flux financiers et commerciaux internationaux. Tant pour leurs importations que pour leurs exportations, ces pays demeurent largement soumis à la volatilité des marchés, au coût de l'énergie et aux fluctuations des cours des matières premières ou bien encore à l'évolution de la demande touristique. Enfin, la vulnérabilité est également de nature sociale. La limitation des ressources de ces territoires les empêche de répondre à certains besoins ou attentes de leurs populations, souvent jeunes et insuffisamment qualifiées malgré un niveau généralement élevé d'instruction. Davantage que dans le reste de l'Amérique latine, les pays et territoires de la Caraïbe sont également confrontés aux problèmes du chômage, qui

alimente une émigration très massive, de la violence, du crime organisé, et restent largement exposés à certaines maladies comme le Sida, le paludisme ou la dengue (AFD, 2013, p.7).

A cette fragilité structurelle s'ajoute un essoufflement des moteurs de croissance traditionnels. Depuis une vingtaine d'années, les Etats de la Caraïbe insulaire enregistrent un ralentissement continu de leur rythme de croissance, en raison notamment d'une érosion structurelle de leur compétitivité et de leur productivité, sur fond de renchérissement du prix de l'énergie et du crédit, et de la suppression progressive des préférences commerciales européennes. Dans ce contexte, la relation avec la RPC constitue une véritable alternative stratégique. Le rapprochement de la Caraïbe avec un pays émergent dynamique, qui enregistre des rythmes de croissance élevés, est perçu comme une opportunité économique et politique. En contribuant à la diversification des partenaires commerciaux et à l'ouverture de nouveaux débouchés, le géant asiatique est ressenti par de nombreux dirigeants caribéens comme un partenaire exceptionnel permettant, de surcroît, à leurs pays de se dégager de la tutelle traditionnelle des Etats-Unis et de l'Europe.

De ce point de vue, le marché chinois revêt pour Cuba, par exemple, un intérêt particulier. Soumis à l'embargo nord-américain depuis plus d'un demi-siècle, ce pays a vu dans la coopération avec la RPC un puissant levier d'émancipation, en même temps qu'un moyen de se réinsérer dans l'économie internationale pour faire face à une situation économique atone (Dubesset, 2013, pp. 22-25). Si elle reçoit des aides financières et techniques en tous genres – notamment pour la formation d'experts

agricoles –, l'île est à son tour de plus en plus présente dans la Chine continentale. Une usine pour la production d'anticorps monoclonaux intervenant dans le traitement

du cancer a été bâtie à Pékin. Dans le Nord du pays et à Shanghai, de nouvelles installations industrielles et touristiques sont également en cours de construction.

Présentation de l'étude

Face à une telle pluralité d'enjeux de développement, la présente étude a pour objet de contribuer à une meilleure connaissance et compréhension du rapprochement de deux espaces situés aux antipodes. Réalisée dans le cadre d'un partenariat entre l'IdA et l'AFD, elle entend aider, par une approche géoéconomique et géopolitique, à mieux appréhender la nature, l'ampleur et l'étendue de la présence chinoise dans la Caraïbe. Cette région, qui reste bien souvent intégrée dans des réflexions plus vastes menées à l'échelle de l'Amérique latine, mérite une analyse spécifique permettant d'en isoler les éléments de convergences et de différences. C'est la raison pour laquelle la démarche ici privilégiée a consisté à identifier, dans les domaines historique, migratoire, culturel, économique et diplomatique, le rôle et le poids de la Chine continentale dans les quinze Etats indépendants insulaires et continentaux retenus : Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Cuba, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, la République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, le Suriname, et Trinidad-et-Tobago, ainsi que dans les organisations régionales, la Caricom (qui inclut le Belize) et l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OECS).

Trois types de sources ont été privilégiés pour mener à bien cette recherche : les statistiques sur les IDE de la Chine fournies par le ministère du Commerce de la République

populaire de Chine. Nous utilisons également, pour les échanges commerciaux, la base de données DOTS du Fonds monétaire international ainsi que celles de la Banque mondiale ; les articles des médias caribéens et chinois qui informent régulièrement des projets ponctuels, signés ou envisagés par la Chine et les gouvernements des pays de la région ; la production, depuis le début des années 2000, d'une littérature encore quantitativement limitée, mais en forte expansion, de consultants et universitaires spécialisés sur la Caraïbe, sur le sujet abordé.

Ce document est structuré, outre cette partie introductive, autour de trois sections. La première partie présente une vue d'ensemble des éléments généraux et des tendances actuelles, ainsi que des différents acteurs (stratégies, modalités d'action) impliqués dans cette relation. La deuxième partie s'attache, d'une part, à établir un bilan de la relation sino-caribéenne et, d'autre part, à analyser les perspectives d'évolution à court et moyen termes. Une orientation bibliographique complètera l'ensemble de l'étude. Enfin la troisième partie propose 15 fiches-pays rassemblant, sous un même format, les principales caractéristiques socioéconomiques des Etats précédemment cités. Deux fiches-régions traitent spécifiquement du regroupement de la plupart d'entre eux au sein des deux ensembles régionaux, la Caricom et l'OECS.

Partie 1.

Relations Chine-Caraïbe : aperçu général et principales tendances récentes

Cette partie est composée de cinq sections complémentaires. La première présente un panorama des relations entre la Chine continentale et la Caraïbe, en mettant d'abord l'accent sur les aspects économiques (IDE, échanges commerciaux), puis en précisant l'importance d'un élément saillant des relations diplomatiques, la « question taïwanaise ». La deuxième section porte sur les pays membres de la Caricom (hors OECO). Ce mécanisme d'intégration est central dans la relation Chine-Caraïbe. La troisième section concerne les petits pays de l'OECO, dont les liens avec la RPC sont en général encore faibles. Enfin, les quatrième et cinquième parties abordent respectivement la nature des liens entre la Chine et la République dominicaine, malgré l'absence de relations diplomatiques, puis avec Cuba.

1. Une vue d'ensemble des relations sino-caribéennes

L'intensification tendancielle des relations entre la Chine continentale et la région Caraïbe peut se mesurer

notamment à l'aide de deux indicateurs : les IDE et les échanges commerciaux.

1.1. Investissements directs à l'étranger

Pour les deux seules années 2011 et 2012, la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) (centres *off-shore* compris) a capté environ 15 % du total des IDE chinois, contre 60 % pour l'Asie. Du fait notamment de leur petite taille, les pays caribéens sont récipiendaires d'une faible part des flux totaux d'IDE chinois destinés à l'ALC. Cependant, la tendance est à l'augmentation. Entre 2003 et 2011, le stock accumulé des IDE s'est accru de 500 % dans la Caraïbe (Bernal, 2013). Les principaux territoires qui en sont les destinataires (hors paradis fiscaux) se trouvent dans la zone Caricom. Que l'on considère les IDE en stocks ou en flux annuels, le Guyana, puis le Suriname sont deux territoires riches en ressources naturelles qui, depuis leur indépendance, ont entretenu des relations conflictuelles avec l'Occident, à la différence d'un autre pays également richement doté en ressources naturelles, Trinidad-et-Tobago. En 2010, le flux annuel d'IDE chinois fut de plus de 30 millions USD au Guyana, et d'environ 10 millions USD au Suriname. Par comparaison, la Jamaïque recevait à peine 2 millions USD et les chiffres pour les Bahamas et pour Haïti étaient nuls, voire légèrement déficitaires dans le cas du Belize. La même année, le stock total d'IDE chinois dépassait les 183 millions USD pour le Guyana. Loin derrière, la Jamaïque affichait un stock total de moins de 5 millions USD, les Bahamas 1,6 million, Trinidad-et-Tobago 0,8 million, Haïti et le Belize zéro.

La Chine investit prioritairement dans les territoires les moins densément peuplés de la région. Si le Suriname

et le Guyana sont de loin les plus grands territoires, leur population combinée (respectivement 526 000 et 756 000 habitants) est comparable à celle de la seule République de Trinidad-et-Tobago (1,2 million d'habitants) et très inférieure à celle de la Jamaïque (2,7 millions d'habitants). Avec près de 11 millions d'habitants, Haïti a une population (hors diaspora) presque dix fois supérieure à la population combinée du Suriname et du Guyana. Il peut aussi être intéressant de rapporter ces chiffres à la richesse annuelle produite (brute et rapportée au nombre d'habitants). En termes de Produit national brut (PNB), l'éventail est très large : il va du Guyana (2,3 milliards USD) et du Suriname (3,7 milliards) jusqu'à Trinidad-et-Tobago (30 milliards USD) en passant par les Bahamas (9,8 milliards), Haïti (10,5 milliards), la Jamaïque (19 milliards USD). En termes de PNB par habitant, les résultats sont quasiment identiques, si l'on excepte le cas particulier d'Haïti (1 034 USD par an et par habitant). Le Guyana (3 104) est le deuxième pays le plus pauvre de la région et le Suriname (7 110) le quatrième plus pauvre, en termes de PIB par tête, avec la Jamaïque (7 074 USD par an et par habitant). Les Bahamas (28 239) et Trinidad (22 761) affichent des chiffres très nettement supérieurs (Chiffres *UNdata*). S'agissant des petits pays de l'OECD, leur part dans les IDE chinois de la région est négligeable. Le pays qui échappe à la règle est Saint-Vincent-et-les-Grenadines dont les flux cumulés représentent 5 % de l'ensemble des IDE chinois dans la zone Caricom sur la période 2003-2012 (Gonzalez Pena et Martinez Alfonso,

1. Une vue d'ensemble des relations sino-caribéennes

2014). Notons cependant que la présence chinoise est également importante à la Dominique. En somme, pour la sous-région Caricom, trois tendances semblent pouvoir se dégager : les IDE chinois se concentrent dans les territoires les moins peuplés, les plus riches en ressources naturelles et se trouvant plutôt dans la fourchette « pauvre ».

Du côté des pays hispanophones, la République dominicaine et, dans une moindre mesure, Cuba présentent actuellement des niveaux d'investissements directs chinois encore faibles. Mais la situation pourrait évoluer dans un avenir proche. Par suite de la création en 2003 du Comité Entrepreneurial Cuba-Chine (CECCh), la dynamisation des relations économiques bilatérales a commencé à produire

des effets, en particulier sur le plan du commerce. Les investissements directs chinois à Cuba ont été favorisés notamment par la constitution de onze coentreprises (*joint-ventures*) (entreprises mixtes sino-cubaines), orientées vers des secteurs assez divers (industrie pharmaceutique, agriculture, tourisme) mais qui n'ont atteint que des montants relativement modestes, excepté en 2011, s'élevant à près de 80 millions USD. Enfin, dans le cas de la République dominicaine, les montants des investissements sont encore modestes. Toutefois, à l'instar de ce qui s'est passé ces dernières années sur le plan des échanges commerciaux, ils pourraient rapidement se développer à court terme, et ce en dépit du fait que Santo Domingo continue de maintenir des relations diplomatiques avec Taïpei.

1.2. Commerce extérieur

Les échanges entre la RPC et les pays caribéens présentent deux caractéristiques générales : une forte progression depuis le début des années 2000 et un large excédent pour la Chine. Dans cette dynamique, Cuba et la République dominicaine occupent une place de choix, tant du côté des exportations que de celui des importations. En 2012, la RPC est devenue leur deuxième fournisseur, et respectivement leur deuxième et troisième marché d'exportation. Dans le cas des pays de la zone Caricom, les exportations vers la Chine ont connu un décollage dans la décennie 2000-2010, à partir d'un niveau certes très faible, sinon nul. En 2009, le Guyana a commencé à diriger 1,4 % de ses produits d'exportation vers la Chine (contre zéro en 2000) ; Haïti près de 1 %, le Suriname 0,8 %, Trinidad-et-Tobago 0,7 % et la Jamaïque 0,4 % (contre zéro en 2000). Aussi, malgré une augmentation de l'activité, la Chine demeure-t-elle un marché d'exportation marginal et n'est pas en mesure de soutenir la comparaison avec les États-Unis qui représentent environ un quart des importations et la moitié des exportations (Rosales et Kuwayama, 2012).

Sur la même période, le démarrage et l'accélération des importations en provenance de la RPC ont été plus prononcés. Avec un résultat quasiment nul en 2000, la Chine représente en 2009 entre 4 et 10 % des importations totales des pays de la zone Caricom : Trinidad (4,4 %), la

Jamaïque (5 %), le Belize (5,2 %), le Guyana (7,4 %), Haïti (7,8 %), et le Suriname (8,8 %). Si ces chiffres peuvent paraître marginaux du point de vue chinois, pour les pays caribéens en revanche, la Chine devient progressivement, du côté des importations, un partenaire commercial important dont le poids tend à se rapprocher de celui de l'Union européenne. Sur la période, les importations en provenance de l'Union européenne et à destination de Trinidad-et-Tobago ont été divisées par deux pour atteindre 8,8 % du total des importations ; la tendance est la même au Belize où les importations ne sont plus que de l'ordre de 9,2 % (contre plus de 15 % en 2000), en Haïti (de 11,5 % en 2000 à 7,7 % en 2009), ainsi qu'en Jamaïque, où le chiffre pour 2009 est de 6,9 % (contre 11,4 % en 2000). C'est au Guyana que cette tendance est la plus marquée, avec une chute de 24 à 9 %.

L'augmentation de l'importance de la RPC dans les importations caribéennes intervient à un moment où le poids des États-Unis a tendance à diminuer. Entre 2000 et 2009, la part des importations étatsuniennes est passée de 41 à 29 % à Trinidad-et-Tobago, de 40 à 28 % au Suriname, de 48 à 35 % à la Jamaïque, de 58 à 36 % en Haïti et de 58 à 37 % au Belize. Au Guyana seul, la part des importations en provenance des États-Unis a connu une diminution plus faible (de 29 à 25 %) (Rosales et Kuwayama, *ibid.*).

Toujours est-il que les Etats-Unis conservent dans la phase actuelle une nette préférence, de sorte que la Chine reste un fournisseur relativement marginal. Elle n'atteint le rang de troisième fournisseur que dans le cas de trois pays de la Caricom : la Barbade, la Grenade et surtout le

Guyana, avec respectivement 3,7, 4,6 et 12,3% en 2012. En somme, bien que la tendance soit à une nette augmentation des échanges bi-multilatéraux, le commerce sino-caribéen demeure donc limité.

1.3. La « question taïwanaise »

Le nombre d'Etats latino-américains et caribéens entretenant des relations avec Taïwan s'est réduit depuis les années 1980, lorsque l'activisme et la présence internationale de la RPC ont commencé à s'affermir. Dans la phase actuelle, vingt-trois pays dans le monde continuent

de reconnaître Taïwan dans les instances internationales. Onze d'entre eux se situent en Amérique centrale et dans la Caraïbe, dont cinq appartiennent à la zone Caricom et plus particulièrement à l'OECD (trois) auxquels s'ajoutent la République dominicaine et Haïti (tableau 2).

Tableau 2. Relations diplomatiques de Chine et de Taïwan avec les pays de la Caraïbe

Pays	Chine	Taïwan
Antigua-et-Barbuda (OECD)	X	
Bahamas	X (1997)	
Barbade	X (1977)	
Belize		X (1989)
Dominique (OECD)	X (2005)	
Grenade (OECD)	X (2005)	
Guyana	X (1972)	
Haïti		X (1956)
Jamaïque	X (1972)	
Sainte-Lucie (OECD)		X (1984-1997, 2007)
Saint-Kitts-et-Nevis (OECD)		X (1981)
Saint-Vincent-et-les-Grenadines (OECD)		X (1981)
Suriname	X (1976)	
Trinité-et-Tobago	X (1974)	
Total Caricom	9	5
Cuba	X (1960)	
République dominicaine		X (1957)
Total	10	6

Note : le chiffre entre parenthèses correspond à l'année d'établissement des relations diplomatiques.

Sources : élaboré par les auteurs à partir de Gonzalez Pena et Martinez Alfonso (2014).

Dans le cadre de sa rivalité historique avec Taïwan, la RPC cherche avant tout à créer des liens diplomatiques avec ces pays acquis à la cause taïwanaise, et à consolider ceux qu'elle entretient déjà de longue date avec les pays qui lui sont favorables. Ce bras de fer donne lieu régulièrement à

des marchandages en matière de dons, de prêts bonifiés et d'investissements. Il se traduit notamment par un chassé-croisé de visites officielles et par un intense activisme diplomatique.

2. Les relations entre la RPC et les pays de la CARICOM : une dimension clef des relations sino-caribéennes

Cette section est consacrée à l'influence économique chinoise dans les pays de la Caricom, à l'exception de ceux qui sont regroupés au sein de l'OECO, qui seront traités dans la section 3. L'OECO rassemble les neuf membres suivants : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et les Iles Vierges britanniques. Les membres de la Caricom n'appartenant pas à l'OECO sont au nombre de sept : le Belize,

les Bahamas, la Jamaïque, Haïti, Trinidad-et-Tobago, le Guyana et le Suriname – soit cinq pays anglophones, un francophone et un néerlandophone. Le créole est souvent utilisé comme langue courante, en particulier à Haïti mais également à la Dominique et à Sainte-Lucie, par exemple³. Compte tenu de leur nombre dans l'ensemble caribéen insulaire, les Etats et territoires anglophones occupent une place de choix dans la stratégie caribéenne de la RPC.

2.1. Une influence chinoise faible dans les pays reconnaissant Taïwan

- Le Belize

L'influence économique de la RPC au Belize est aujourd'hui insignifiante pour au moins deux raisons. Le premier motif est d'ordre démographique. En comparaison de la plupart des pays caribéens voisins, la part de la population d'origine chinoise (0,5%) est faible au Belize (Central Statistical Office, 2007). Un second facteur est de nature politique. Belmopan entretient des relations diplomatiques avec Taïwan et non avec la RPC (Bernal, 2013). Les premiers investissements directs de la RPC au Belize datent de 2006 et de 2008, avant de redevenir nul en 2010. Les perspectives à court terme sont cependant encourageantes⁴. Un accord a été signé entre les deux pays en 2012 pour un partenariat dans le développement de l'aquaculture (Archibald, 2012). En outre, en dépit de l'absence de relations diplomatiques, la Chine représente d'ores et déjà, du côté des importations, son troisième partenaire commercial, juste après les États-Unis et Curaçao⁵.

³ www.caricom.org

⁴ 2010 *Statistical Bulletin of China's*, Outward Foreign Direct Investment.

⁵ UN Data, *Country Profile*, Belize.

- Haïti

La situation de dépendance particulièrement forte d'Haïti vis-à-vis des États-Unis a limité le développement d'un partenariat commercial avec la RPC. Le gouvernement du président Martelly continue de reconnaître Taïwan et envisage la création d'un espace destiné à accueillir les investissements taïwanais sur le territoire haïtien⁶. En l'absence de relations diplomatiques, Pékin n'a pas investi sur le territoire haïtien. Ce qui ne veut pas dire que l'influence chinoise ne se fasse pas sentir sur le pays. En septembre 2004, la Chine a, par exemple, envoyé un contingent de maintien de la paix dans le pays⁷. En mai 2010, à l'occasion d'une réunion internationale qui s'est tenue à Nassau, un officiel chinois déclarait que son pays s'était engagé à accorder 15 millions USD d'aide humanitaire d'urgence, après le séisme de Port-au-Prince en janvier 2010⁸.

⁶ « Haïti-Taïwan : Martelly souhaite des investissements directs taïwanais pour Haïti ». *Haïti Press Network*, 1^{er} août 2013.

⁷ "China influence growing in Latin America and the Caribbean", *Sharenews*, 1^{er} juillet 2009.

⁸ <http://www.globaltimes.cn/content/518151.shtml>

Même s'ils demeurent limités, les échanges entre Haïti et la RPC se sont intensifiés ces dernières années. Les motocyclettes de marque *Jalling* ainsi que les voitures et camions chinois sont par exemple de plus en plus nombreux dans les rues de la capitale haïtienne. D'autres produits sont importés depuis la Chine, notamment des

produits textiles et en plastique. En 2013, les importations en provenance du géant asiatique auraient atteint un total de 100 millions USD⁹ et pourraient encore progresser sous l'effet du *lobbying* haïtien en faveur du développement des liens commerciaux¹⁰.

2.2. Une influence croissante dans les territoires situés à proximité directe des États-Unis

- Les Bahamas

La RPC entretient des relations commerciales et financières avec les Bahamas depuis que l'archipel a rompu ses relations avec Taïwan, en 1997 (Erikson, 2009). L'évolution du stock d'IDE chinois dans ce pays a cependant été erratique : il est passé de plus de 80 millions USD en 2004 à 14 millions l'année suivante, 56 millions en 2007 puis seulement 0,6 million l'année suivante¹¹. Depuis la visite d'une délégation de 150 officiels et hommes d'affaires chinois en 2009 à Nassau, le volume d'IDE s'est accru pour permettre le développement de plusieurs grands projets touristiques (*Ibid.*). Pour la construction du méga-hôtel *Baha Mar* (de près de 4 000 chambres), financé aux trois quarts par les capitaux de l'*Export-Import Bank of China* (à hauteur de 3 milliards USD) (Bernal, 2013), le gouvernement bahamien a obtenu l'embauche de 4 000 de ses citoyens, en échange d'un accord permettant aux entreprises chinoises (notamment l'entreprise nationale de BTP) de faire venir 8 000 de leurs travailleurs. Des entreprises américaines ont également souscrit à cet accord et participent à la réalisation des travaux (Archibold, 2012).

La *Hutchison Whampoa Ltd.*, basée à Hong Kong, est aussi très présente dans l'île de Grand Bahama depuis 1995. Elle a d'abord pris le contrôle de plusieurs hôtels et d'un golf. La firme possède en outre 50 % des parts dans l'aéroport privé de Grand Bahama (dont la piste est plus

longue que celle de l'aéroport de Boston !) et d'importantes surfaces de terrain autour du port et de l'aéroport. En dehors de ces activités liées au tourisme, l'entreprise a aussi participé à la construction du méga-port en eaux profondes de Freeport, situé à moins de 100 kilomètres des côtes de la Floride (Fieser, 2011). La compagnie chinoise opère de manière similaire dans cinquante autres ports à conteneurs, répartis dans vingt-cinq pays et développe actuellement une compagnie de tourisme de croisière¹². Le directeur de cette firme chinoise, Li Ka-shing, a été classé huitième fortune mondiale par le magazine *Forbes*, avec une fortune estimée à plus de 30 milliards USD, soit trois fois le PNB annuel de l'ensemble de l'archipel des Bahamas¹³. En dehors de ce projet touristique d'envergure, la RPC aurait « offert » un stade (35 millions USD) aux Bahamas ; de l'aveu du ministre des Sports ce « cadeau » aurait coûté 50 millions USD à son archipel.

- La Jamaïque

La Jamaïque a été identifiée par la RPC comme le pivot stratégique de sa politique caribéenne¹⁴. Selon l'agence de presse *Xinhua*, le pays est devenu depuis 2012 le premier partenaire commercial chinois de la Caraïbe anglophone¹⁵. Les premiers investissements chinois en Jamaïque datent de 2008. En 2010, le stock d'IDE avait doublé pour atteindre plus de 4 millions USD, avant d'être multiplié

⁹ « La Chine cherche à promouvoir les investissements en Amérique latine. Haïti doit se positionner ». *Radio Vision* 2000, 27 février 2014.

¹⁰ « MCJM balise l'arrivée de fonds chinois en Haïti », *Le Nouvelliste*, 6 septembre 2013.

¹¹ 2010 *Statistical bulletin of China's*. Outward Foreign Direct Investment

¹² www.freeportcontenairport.com

¹³ « Hutchison's investments on Grand Bahama... have they performed ? », *Carey Leonard*, 28 février 2014.

¹⁴ Ceci est d'autant plus vrai que le montant de l'aide au développement chinoise en Jamaïque est supérieur à celui accordé à Cuba.

¹⁵ www.news.xinhuanet.com/english/china/2013-08/24/c_132558322.htm

2. Les relations entre la RPC et les pays de la Caricom : une dimension clef des relations sino-caribéennes

par dix l'année suivante (Bernal, 2013). Si l'on en juge par le nombre de chantiers entrepris dans l'île sous l'égide chinoise, cette tendance s'est poursuivie essentiellement dans la construction d'infrastructures et le secteur agricole.

La Chine a signé avec la Jamaïque un accord prévoyant un prêt de 400 millions USD¹⁶ sur la période 2010-2015 pour la modernisation de ses infrastructures routières (Archibold, 2012). Il a été suivi d'un accord prévoyant un prêt supplémentaire de 68 millions USD pour le renforcement de la route de l'aéroport de Kingston, très exposée aux tempêtes. Le ministre des Transports, des Constructions et du Logement, Omar Davis, a cependant dénoncé, en 2012, un certain nombre d'irrégularités (cas de corruption notamment) sur ces chantiers financés par la *China Export-Import Bank* (Exim). Ceci n'a pas empêché la signature, la même année, d'un contrat de 600 millions USD avec l'entreprise chinoise *China Harbour Engineering* pour la construction et la gestion (pour 50 ans) de l'autoroute nord-sud (Han Shih, 2012). D'autres projets plus modestes ont été financés par la Chine à la Jamaïque, comme la construction d'habitations à bon marché ou encore la création d'un « jardin chinois » au sein du Jardin botanique de *Hope Garden*¹⁷.

De son côté, la compagnie publique chinoise *Complete Plant Import and Export Company* (Complant) a signé un accord garantissant un investissement de 160 millions USD (sur la période 2011-2015) pour moderniser les trois dernières entreprises publiques du secteur sucrier

(*Frome* à Westmorland, *Monymusk* à Clarendon et *Bernard Lodge Estates* à Ste Catherine) (Hill, 2013). En 2014, la compagnie *Complant* s'est engagée à investir 1,6 milliard USD supplémentaire pour améliorer le fonctionnement de ces trois entreprises, notamment en mécanisant la production (des machines pour la récolte et l'amélioration des machines pour l'extraction du jus de canne). L'objectif de cet investissement prévu sur la période 2014-2017 est de doubler la surface cultivée et de tripler la production pour atteindre 450 000 tonnes (McIntosh, 2014).

Des négociations sont en cours depuis 2012 en ce qui concerne la construction par la *China Harbour Engineering Co.* d'un port de transbordement (*transshipment*) dans le sud de l'île, destiné à capter les flux en provenance du canal de Panama lorsque les travaux d'approfondissement seront terminés. Le projet proposé par l'entreprise chinoise prévoit la construction du port combinée à celle d'une centrale électrique au charbon pour l'alimenter (le réseau existant est saturé et fournit une électricité très coûteuse). Le gouvernement jamaïcain souhaite profiter de sa localisation et de son coût du travail très faible pour transformer l'île en centre logistique régional dans les prochaines années (McFadden, 2014). L'investissement devrait avoisiner 1,5 milliard USD pour le seul port¹⁸. La *Mindray*, une *joint-venture* sino-américaine, étudie aussi actuellement la possibilité d'investir dans l'implantation de nouvelles zones franches d'assemblage destinées au marché occidental (Etats-Unis, Union européenne) (Bernal, 2013).

¹⁶ La *China Export-Import Development Bank* n'a financé que 360 millions USD sur la totalité de ces deux projets gouvernementaux : <http://www.scmp.com/business/china-business/article/1054922/jamaica-accuses-china-state-entities-abuse-over-road>

¹⁷ "Jamaica, China signs US\$500m investment pact", *Jamaica Gleaner*, 5 février 2010.

¹⁸ "China Harbour to invest US\$1,5 billion in Development of Transshipment Port in Jamaica", *Jamaica Gleaner*, 1^{er} mai 2013.

2.3. Une forte influence dans les territoires riches en ressources naturelles

- Trinidad-et-Tobago

Le 31 mai 2013, le président chinois s'est déplacé à Trinidad-et-Tobago (trois semaines avant la visite du vice-président des États-Unis), au cours d'une tournée d'une semaine qui l'a ensuite conduit au Costa Rica, au Mexique et aux États-Unis¹⁹. A l'occasion de ce premier déplacement d'un président chinois dans la Caraïbe anglophone, Xi Jinping a rencontré les gouvernants de la Dominique, de Grenade, des Bahamas, de la Jamaïque, du Guyana, du Suriname, de la Barbade et d'Antigua-et-Barbuda. La Première ministre trinitadienne, Kamla Persad-Bissessar, dont la résidence officielle a été construite récemment par la *Shanghai Construction Co*, l'a accueilli en vantant le « *rêve chinois* » et une « *splendide opportunité pour la Chine de devenir un modèle pour le monde* »²⁰. Les deux Etats entretiennent des relations diplomatiques depuis plus de 40 ans. L'île a toujours reconnu le principe de la politique d'une Chine unique²¹. Des entreprises chinoises sont déjà présentes dans le pays dans le secteur énergétique, mais aussi dans la construction. Il s'agit désormais d'étendre cette coopération dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, de la pêche, de la technologie et de la finance²². Dans la perspective de l'agrandissement du canal de Panama, une entreprise chinoise souhaiterait développer un port de conteneurs et une fabrique de cargos à Trinidad (McFadden, 2014).

Les travaux d'élargissement du canal de Panama permettent à la RPC d'envisager d'accroître ses importations de gaz naturel. À ce titre, bien que son bilan commercial soit fortement déficitaire, avec des exportations trois fois supérieures aux importations, Trinidad est l'un des rares pays de la Caricom à exporter en Chine. À l'heure actuelle, la Chine continentale est présente dans le domaine à travers diverses entreprises : la *China Investment*

Corporation (CIC) possède 10% du site Train I ; l'entreprise trinitadienne *Chaoyang Petroleum*, détenue à 50% par la *Chinese National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) possède 25% des intérêts dans deux sites d'extraction opérés par la BHP Billiton²³.

- Suriname

Le Suriname est de loin le pays de la région qui compte la communauté chinoise la plus nombreuse. L'ambassade chinoise sur place estime que 40 000 de ses compatriotes vivent actuellement dans le pays, soit près d'un dixième de la population totale. Bon nombre d'entre eux sont arrivés après les années 1990²⁴. Signe visible de leur importance dans le pays, ils possèdent deux journaux quotidiens et une chaîne de télévision qui émet en mandarin. Classé par la Banque mondiale comme l'un des territoires les plus riches en ressources naturelles au monde (en termes de disponibilités par habitant), le Suriname est convoité depuis le milieu du XX^e siècle par un bon nombre de puissances internationales et régionales, à commencer par l'ancienne métropole hollandaise qui a toujours essayé d'y maintenir son influence, puis les États-Unis et le Canada qui sont présents dans le secteur minier (bauxite et or) depuis un siècle. Viennent ensuite la France avec laquelle le Suriname partage la frontière du fleuve Maroni, et le Brésil dont une importante diaspora pratique l'orpaillage de manière plus ou moins clandestine dans l'intérieur. La RPC vient en sixième position, mais elle pourrait bien monter dans le classement.

Les entreprises chinoises sont déjà présentes dans le secteur forestier (coupe, extraction, production d'huile de palme). La compagnie *China Zhong Hang Tai Investment* (CZHT) a signé un accord avec le gouvernement du Suriname en 2011, pour la réhabilitation de la sylviculture surinamaïse, autrefois florissante. Le gouvernement chinois

¹⁹ «A tour of duty and delight for all», *China Daily*, 03 juin 2013.

²⁰ «Trinidad and Tobago PM hails Chinese dream», *Daily China*, 02 juin 2013.

²¹ «China's president to visit Trinidad and Tobago», *Trinidad Express*, 20 mai 2013.

²² «Leaders highlight economic ties», *China Daily*, 3 juin 2013.

²³ «T&T, China talk trade, energy», *Trinidad Express*, 21 mai 2013.

²⁴ «With aid and migrants, China expands its presence in a South American nation», *The New York Times*, 10 avril 2011.

2. Les relations entre la RPC et les pays de la Caricom : une dimension clef des relations sino-caribéennes

a garanti de la part de son entreprise un investissement de l'ordre de 4,5 millions USD dans ce secteur, avec pour objectif de planter plus de 6 000 hectares de palmiers à huile²⁵. La RPC a aussi récemment investi plus de 600 millions USD dans la construction d'un port en eaux profondes et d'infrastructures routières au Suriname, pour mieux connecter le pays au voisin brésilien²⁶. Les locaux abritant le ministère des Affaires étrangères du Suriname ont été construits par des entreprises chinoises. La Chine offre également une aide militaire au pays, des entreprises chinoises participent à la construction d'habitations bon marché et à la modernisation du réseau de télévision national. Des investissements chinois ont aussi eu lieu dans le secteur de l'aquaculture (crevettes). Les travailleurs chinois de la *China Dalian International* reconstruisent les routes de l'intérieur (ainsi, le temps nécessaire pour la liaison entre Paramaribo et la frontière française a été réduit par deux). Depuis deux décennies, des centaines de Chinois ont ouvert des magasins dans l'ensemble du territoire (y compris en forêt), important une grande quantité de produits chinois bon marché²⁷.

- Le Guyana

Jusqu'en 2010, le Guyana était le territoire caribéen qui recevait la part la plus importante du stock d'IDE chinois. En 2011, avec un total de 135 millions USD, il est dépassé par Cuba (146 millions USD), mais continue de recevoir bien plus d'IDE chinois que ses voisins caribéens, y compris le Suriname. La situation économique de l'ex-Guyane britannique est similaire à celle du Suriname, mais sa situation politique est plus stable depuis la fin du régime Burnham (1985). Depuis 2006, la compagnie chinoise

BosaiMinerals détient 70 % de la *Oman Bauxite Mining Inc* située à Linden. La firme privée *Bosai*, basée à Chongqing, a investi 100 millions USD dans cette *joint-venture* (le gouvernement du Guyana conserve les 30 % restants) et espère transformer l'entreprise en premier producteur mondial de bauxite, avec pour objectif une production annuelle de 400 000 tonnes²⁸.

Le 28 février 2014, le premier navire de transport de bois fabriqué au Guyana par l'entreprise *Zhonghao* a été mis à l'eau, célébrant les premiers résultats de ce secteur que l'entreprise chinoise souhaite aussi développer à la Jamaïque et à Trinidad²⁹. Après trois mois de chantier, un deuxième navire long de 183 mètres est quasiment terminé³⁰. Le groupe familial Su qui a investi 4 millions USD dans ces chantiers navals est aussi impliqué, depuis six ans, dans l'extraction de bois dans le pays. La moitié des employés est originaire du Guyana, l'autre moitié de Chine. Après avoir réalisé les navires dont ils avaient eux-mêmes besoin pour développer l'extraction de bois, ils espèrent désormais recevoir des commandes pour continuer à fabriquer des navires de marchandises sur place. Le Guyana est le pays de la Caraïbe anglophone qui possède les liens les plus anciens avec la Chine continentale. Lors de la rencontre qui s'est déroulée à Trinidad en 2013, le président chinois a promis une consolidation de ces liens dans les prochaines années, avec un projet d'aéroport, un barrage hydro-électrique, le développement de l'e-gouvernement, mais aussi le développement de nouveaux projets d'infrastructures, d'exploitation de mines, d'exploitation forestière et des investissements dans le secteur de la pêche³¹.

²⁵ et ²⁶ "Suriname's palm oil sector to be rehabilitated", *Agritrade*, 5 juillet 2011.

²⁷ "With aid and migrants, China expands its presence in a South American nation", *The New York Times*, 10 avril 2011.

²⁸ "Bosai mining acquires South America bauxite mining company", *worldal.com*, 22 décembre 2006.

²⁹ "Guyana-based Zhonghao launches first logging vessel", *Shipbuildingtribune.com*, 5 mars 2014.

³⁰ "Chinese shipyard building logging vessel locally", *Kaieteur News*, 24 décembre 2013.

³¹ "Xi urges more vigor for ties with Caribbean nations", *China Daily*, 3 juin 2013.

2.4. Remarques finales

La RPC est de plus en plus présente dans les relations économiques et dans les agendas bilatéraux extérieurs des pays de la Caraïbe insulaire en particulier depuis le début du XXI^e siècle alors que son émergence internationale s'affirme. L'intérêt de Pékin pour ces pays – notamment sur le plan diplomatique, économique et énergétique – offre d'intéressantes opportunités pour les pays de la région. Mais l'absence de position commune (y compris à l'intérieur

de la Caricom et de l'OECD) ne favorise pas la concertation ni l'optimisation, dans certains domaines, des résultats des relations bilatérales. La concurrence prédomine par rapport à la complémentarité. Le positionnement des différents pays de la région par rapport à la reconnaissance de Taïwan ne favorise pas non plus l'adoption de stratégies communes.

3. Les rapports de la RPC avec l’OECD : des relations en progrès malgré la diversité de positionnements au sujet de « la question taïwanaise »

L’OECD, créée en 1981 par le traité de Basseterre, est un organisme intergouvernemental qui a comme objectifs *« l’harmonisation et l’intégration économique, la défense des droits de l’homme et la promotion d’une bonne gouvernance parmi les pays de l’Est Caraïbéen »*. L’OECD est composée, comme il a été déjà indiqué, de six pays indépendants (Antigua-et-Barbuda, la Grenade, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) et de trois Territoires britanniques d’outre-mer (Anguilla, les Iles Vierges britanniques et Montserrat). Dans son ensemble, cette organisation économique comptabilise 610 000 habitants. Les six Etats indépendants font également partie du Caricom, alors que les Territoires britanniques bénéficient d’un statut de membres associés. D’un point de vue socioéconomique, les pays de l’OECD ont en moyenne un PIB parmi les plus élevés de la région (9 061 USD en 2012) ainsi qu’un indice de développement humain élevé (0,74 en 2012). Leurs économies sont fondamentalement structurées autour du tourisme et du secteur financier, notamment dans les Territoires britanniques. En outre, les six pays partagent une monnaie commune, le dollar de la Caraïbe orientale, et les pays membres poursuivent des pourparlers et des négociations depuis les années 2000

pour convertir l’union monétaire en une union économique, ce qui impliquerait la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, et des taxes communes. Un autre objectif commun est de réduire leur niveau d’endettement, très élevé.

Comme pour les autres Etats caribéens, les relations avec la RPC se définissent aussi par rapport à la question taïwanaise. En effet, parmi les six Etats indépendants, trois (Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) entretiennent des relations diplomatiques avec Taïwan, alors qu’Antigua-et-Barbuda, la Grenade et la Dominique ont des relations avec la RPC. Cependant, malgré cette particularité, les relations commerciales se sont considérablement développées au cours des dernières années. Les importations chinoises sont passées de 20 millions USD en 2002 à plus de 120 millions USD en 2013, et celles-ci représentent près de 4 % des importations totales. Les IDE, principalement à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, n’ont cessé de progresser au cours des années 2000. La coopération se concentre principalement dans les secteurs de l’éducation, l’agriculture, la santé et les infrastructures.

4. Les relations de la RPC avec la République dominicaine : développement des échanges malgré l'absence de relations diplomatiques

La République dominicaine entretient, de longue date, avec Taïwan des relations suivies et de divers ordres. Celles-ci restent très dynamiques sur le plan de la coopération, grâce notamment à une forte présence en République dominicaine du Fonds international de coopération économique et de développement de Taïwan. Les projets de coopération sont concentrés dans le domaine des infrastructures (par exemple, la modernisation des aéroports), le commerce, l'aquaculture, la santé, la prévention des catastrophes naturelles et l'éducation. Les liens sont étroits sur le plan économique : plus de quatre-vingt entreprises taïwanaises sont déjà sur place. Dans ce cadre, les visites officielles sont fréquentes. Le président taïwanais Ma Ying-Jeou s'est rendu en visite en République dominicaine pour rencontrer son homologue Leonel Fernández en 2008 et en 2010. Plus récemment, en 2012, l'épouse du nouveau président de la République dominicaine, Cándida Montilla de Medina, a effectué une visite officielle à Taipei, où elle a été reçue par le président taïwanais.

La République dominicaine, dont le poids démographique et économique est considérable dans la région, est l'un des pays qui n'a pas de relations diplomatiques avec la RPC. Pourtant, leurs échanges commerciaux se sont fortement développés pendant les années 2000, à tel point que le géant asiatique se situe actuellement au rang de troisième pays destinataire des exportations dominicaines et deuxième pays fournisseur pour ses importations. La balance commerciale bilatérale est, comme dans le cas des autres pays de la Caraïbe (hors Cuba), déficitaire en faveur de la Chine. La République dominicaine importe principalement de ce pays des métaux et du matériel médical, alors qu'elle exporte vers ce marché des produits agricoles et des métaux recyclés. Les IDE chinois en République dominicaine ont aussi commencé à se développer au cours des dernières années : quelques entreprises chinoises importantes se sont implantées

en République dominicaine, dont *Perilya*, *Huawei*, *ZTE*, *Jincheng* y *Yutong*.

D'un point de vue institutionnel, les liens économiques sont favorisés par l'existence d'un bureau chinois de développement des affaires en République dominicaine. Santo Domingo a aussi une représentation commerciale en RPC. La visite en Chine du ministre de l'Economie de la République dominicaine, Temístocles Montás, en 2013, a mis en évidence l'intérêt mutuel de poursuivre, de manière pragmatique, sur la voie de l'intensification des rapports économiques. La République dominicaine peut jouer un rôle clé de pont pour l'acheminement des produits chinois vers les marchés américain et européen. Elle offre aussi des possibilités pour les investissements chinois dans divers secteurs : textile, tourisme, minier et exploration pétrolière³².

Pour sa part, la RPC est intéressée par le resserrement des liens avec un pays très inséré dans les réseaux économiques et financiers globaux, signataire entre autres d'accords de libre-échange avec les États-Unis et l'Amérique centrale (*The Dominican Republic-Central America-United States Free Trade Agreement* – CAFTA-DR) ainsi qu'avec l'Union européenne, dans le cadre de l'association Union européenne / Amérique centrale et l'Accord de Partenariat économique UE-Caraïbes signé en 2008. Lors de la 5^e Exposition commerciale de la RPC en République dominicaine, en septembre 2013, le vice-président du Conseil chinois de promotion du commerce international, Yu Ping, accompagné d'une délégation d'une trentaine d'entreprises chinoises, a insisté sur l'intérêt de profiter de l'essor des échanges commerciaux pour développer les investissements chinois en République dominicaine³³.

³² http://www.diariolibre.com/economia/2013/04/10/i378570_aspira-ser-puerta-china-para-usa.html

³³ <http://spanish.peopledaily.com.cn/31620/8412417.html>

5. Les relations de la RPC avec Cuba, un cas spécial dans la région

5.1 Quelques antécédents historiques

Dès sa création le 20 mai 1902, la République de Cuba et l'Empire du Milieu ont noué des relations diplomatiques, qui s'étendront jusqu'à la fondation de la République de Chine (RCH) en 1912 et se prolongeront jusqu'en septembre 1960. L'arrivée d'immigrants depuis la Chine, entre 1902 et 1959, à intervalles irréguliers, a eu un impact décisif sur le niveau des relations sino-cubaines. De façon générale, avant 1959, cette diaspora se regroupa en communautés, en fonction de leur ville d'origine. La Havane en accueillit le plus grand nombre. Grâce à l'existence d'une banque dont ils étaient les propriétaires, les entrepreneurs chinois résidents à Cuba participèrent au développement des secteurs de la production horticole, du commerce, de l'artisanat, de la gastronomie et des blanchisseries.

L'avènement du nouveau régime issu de la révolution castriste de 1959 a entraîné une rupture des relations diplomatiques de Cuba avec la RCH, dont le siège était désormais à Taiwan, et l'établissement de relations officielles avec la République populaire de Chine. Cuba était dès lors le premier pays d'Amérique latine et de la Caraïbe à reconnaître la RPC. Ces changements intervenaient alors que la présence de la Chine à Cuba restait forte, à travers l'activité de ressortissants chinois issus de la dernière vague d'immigration et de leurs descendants résidants dans le pays, souvent organisés en associations. Nombre d'unions entre immigrants, leurs descendants et les Cubains se sont produites au sein de la Société d'amitié Cuba-Chine. Cette entité organisait des événements folkloriques destinés à la préservation des traditions culturelles et à la promotion de toute activité tendant à resserrer les liens entre les deux pays.

5.2 Les relations économiques entre la RPC et Cuba entre 1980 et 2000

Le processus de réforme et d'ouverture enclenché en Chine, en 1978, a impliqué l'adoption d'une nouvelle feuille de route en matière de performance économique et de politiques extérieures, ouvrant la voie à une nouvelle phase de développement des relations économiques sino-cubaines. Depuis 1984, les échanges bilatéraux entre les délégations commerciales, de santé publique, d'agriculture, de sciences et technique et de transport ont été relancés. En 1988, les deux pays créent la Commission mixte intergouvernementale pour les relations économiques et

commerciales (CMIREC) afin de mieux garantir l'efficacité de la coopération bilatérale. Jusqu'en 2013, la CMIREC a convoqué vingt-six sessions. En parallèle, la Commission intergouvernementale pour la coopération scientifique technique (CICCT), prend ses fonctions en novembre 1989. Ces deux organismes ont réalisé d'importants efforts pour renforcer les liens économiques et construire un Programme de coopération bilatérale scientifique – technique (PCBCT) dans les secteurs de l'agriculture, la biotechnologie et les nanotechnologies.

A la suite de la dislocation de l'Union soviétique (1989-1991) et du délitement soudain des liens économiques et politiques que Cuba avait tissés avec les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle, *The Council for Mutual Economic assistance* (Comecon) pendant trente ans, l'île se rapproche de la RPC, dès le début des années 1990, pour maintes raisons. L'approvisionnement en équipement et la mise en œuvre de programmes prioritaires dans les domaines de l'énergie, le transport, les télécommunications, l'éducation et la santé n'en sont pas des moindres. En outre, l'obtention de crédits à des conditions avantageuses et l'accès au plus grand marché émergent du monde ont également pesé dans ce rapprochement. Certes, suite à la brusque contraction de l'économie cubaine (entre 1990

et 1994), le flux de biens commerciaux entre les deux pays ont sensiblement diminué pendant une bonne partie des années 1990. Néanmoins, durant cette période, le gouvernement chinois a accordé des financements pour soutenir le commerce réciproque et assurer la livraison de ses exportations. Il a également concédé des facilités de paiement pour le remboursement de la dette accumulée. Parmi les avantages financiers accordés par la Chine, figure le report de dix ans, sans intérêts, du paiement des crédits reçus par Cuba au cours de la période 1990-1994. Par ailleurs, en 1995, Cuba a reçu un crédit à faible taux d'intérêt, destiné à couvrir le déficit de sa balance commerciale à long terme.

5.3. Les relations économiques Chine-Cuba au début du XXI^e siècle

Au cours de la première décennie du nouveau siècle, l'échange commercial de biens et services entre la RPC et Cuba a connu une hausse soutenue, malgré des intermittences occasionnelles, faisant de la Chine le

deuxième partenaire commercial de Cuba. En 2012, il représentait 1 696 millions USD. Le tableau 3 illustre l'évolution des transactions commerciales entre les deux pays.

Tableau 3. Commerce extérieur Chine – Cuba, 2000-2012 (Millions USD)

	2000	2005	2009	2012
Echange total	533,3	998,9	1 687,9	1 696,0
Exportations	443,8	884,9	1 171,4	1 236,0
Importations	89,5	104,0	516,5	459,0
Solde commercial de la Chine	354,3	780,9	654,9	777,0

Sources : les auteurs, à partir des données du ministère du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger de Cuba.

Les données du tableau 3 reflètent le triplement des montants totaux de l'échange commercial au cours de la première décennie du nouveau millénaire, soit un taux de croissance de plus de 15 % par an. La stagnation qui en ressort entre 2009 et 2012 est essentiellement due à la conjoncture internationale. La crise économique a touché de plein fouet le commerce extérieur cubain, entraînant la chute des prix internationaux du nickel, principal produit

d'exportation du pays vers la Chine. Parallèlement, dans le cadre d'une politique d'ajustement du commerce extérieur, Cuba a essayé de réduire au maximum le montant total de ses importations, depuis fin 2008. Ces mesures se reflètent concrètement dans une stagnation des achats de produits chinois, même si la RPC demeure systématiquement excédentaire.

5. Les relations de la RPC avec Cuba, un cas spécial dans la région

Cuba importe essentiellement de la Chine des appareils électriques, électroménagers et informatiques ainsi que des câbles et produits laminés, des chaussures, des camions, des haricots, des tissus, des matériaux et outils médicaux de laboratoire, des outils de mesure, des meubles, des produits sanitaires, des pneus et des produits chimiques. Les produits cubains exportés vers la Chine sont le nickel, le sucre, le tabac, le rhum, les fruits de mer et des produits biotechnologiques. Dans une certaine mesure, cette structure des termes d'échange reproduit le type classique de relation commerciale entre pays développés et en développement. Il convient de remarquer que chacun des marchés pèse de façon très différente dans l'ensemble du commerce extérieur de l'autre : la Chine constitue le deuxième partenaire commercial de Cuba, qui occupe une place très modeste parmi les importateurs de biens chinois, bien qu'étant dans la Caraïbe le marché le plus important pour la Chine.

Dans la catégorie des services, la Chine a accordé à Cuba la qualité de « *Destination touristique gouvernementale* », label indispensable pour permettre à Cuba d'accueillir massivement des groupes de visiteurs chinois. Parallèlement, en 2003, le Comité entrepreneurial Cuba-Chine (CECCh), nouveau mécanisme institutionnel destiné à renforcer les liens commerciaux sino-cubains, a été créé. Cet organisme est constitué de deux branches : le Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CChPIT) et la Chambre de commerce de Cuba (CCC). La CECCh convoque, au moins une fois par an, une assemblée accueillie alternativement par les deux pays. Jusqu'en 2013, neuf sessions ont déjà été tenues. Diverses problématiques d'intérêt partagé y ont été analysées pour saisir les enjeux et les obstacles d'un approfondissement des relations dans les secteurs du transport, de l'énergie renouvelable et de l'industrie alimentaire.

Compte tenu des nombreuses restrictions externes caractérisant l'économie cubaine, les conditions de crédit et les relations financières constituent un des volets les plus importants des relations économiques bilatérales. En 2001, la Chine a accordé à Cuba une ligne de crédit de 6,5 millions USD pour une durée de cinq ans, sans intérêts, destinée à soutenir le secteur éducatif. En 2004, le gouvernement

chinois a concédé à l'île un prêt de plus de 12 millions USD pour son approvisionnement en fournitures nécessaires au fonctionnement du secteur de la santé publique. La collaboration s'étend à de nombreux domaines : éducation, secteur phytosanitaire, aquaculture, technologie (appareils à rayons X), services météorologiques, pétrole, tourisme, infrastructures ferroviaires et portuaires, etc. A la faveur d'autres accords, un nouveau crédit de 200 millions USD a été mis à la disposition de Cuba pour le développement des télécommunications. Il a été accompagné d'un financement de 150 millions USD pour soutenir le programme de production de télévisions. En 2006, un ensemble de grands groupes chinois a accordé à Cuba une ligne de crédit de 1,8 milliard USD pour le développement d'opérations de court, moyen et long termes.

Une partie des fonds reçus par ce biais a permis le développement d'un partenariat avec la *Zhengzhou Yitong Group Co. Ltd.*, (de la province du Henan) concernant l'achat de 5 348 véhicules pour un total de 370 millions USD, comprenant 600 autobus articulés pour assurer le transport urbain. Par ailleurs, ces fonds ont permis la densification du réseau de transport ferroviaire inter-province. Douze des cent locomotives acquises pour un montant de 16 millions USD ont été incorporées au réseau de transport de marchandises. Des équipements et des matériaux techniques ont été mobilisés pour réparer et moderniser le réseau de distribution électrique du pays. Cent camions destinés à la collecte de déchets, dont quarante effectuent actuellement leur prestation de services dans la ville de la Havane, ont pu être achetés. D'autres accords conclus entre les deux pays, le 3 septembre 2009, octroyaient à Cuba un crédit de 600 millions USD pour moderniser l'infrastructure radiophonique et télévisuelle, et pour introduire la télévision digitale dans le pays. Cet accord incluait également l'achat de dix navires cargo ainsi que des fonds destinés à la restauration du réseau portuaire du pays.

Parallèlement, onze Associations économiques internationales (*joint-ventures*) ont été créées par des entreprises sino-cubaines. Cinq d'entre elles sont situées à Cuba, six autres en Chine (tableau 4). Leurs investissements couvrent des projets menés dans les industries pharmaceutique et biotechnologique, les communications,

5. Les relations de la RPC avec Cuba, un cas spécial dans la région

l'agriculture, les services de santé publique et le tourisme³³. En juin 2011, dix accords supplémentaires ont été conclus entre les deux parties dans les secteurs financier, technique, pétrolier, de l'informatique et des communications. Pour les

cinq prochaines années, les principales orientations de l'agenda économique bilatéral prévoient l'octroi de dons et de crédits sans intérêts, destinés à la modernisation du secteur de la santé.

Tableau 4. Entreprises conjointes Chine-Cuba

Nom	Pays siège	Organisme cubain contrepartie	Date de constitution	Secteur	Etat
Taichí S.A	Cuba	MINAGRI	12/01/1999	Production riz	Opérationnel
GKT	Cuba	MIC	30/03/2000	Modernisation télécommunications	Opérationnel
UCC-Fujian	Cuba	MINIL	07/08/1997	Chaussures, vêtements de sports	Opérationnel
Habana SUNCUBA	Cuba	MINTUR-Cubanacán	10/10/2002	BTP, exploitations hôtelières	Projet
Shanghai SUNCUBA S.A	Chine	MINTUR-Cubanacán	10/10/2002	BTP, exploitations hôtelières	Opérationnel
CHANGHEBER	Chine	CIGB	15/01/2000	Produits pharmaceutiques	Opérationnel
Biotech Biopharmaceutical	Chine	CIMAB	02/01/2002	Produits pharmaceutiques	Opérationnel
Hospital Oftalmológico Mixto Amistad China-Cuba en Xinning	Chine	SMC	2006	Interventions chirurgicales (ophtalmologie)	Opérationnel
Hospital Oftalmológico Mixto Amistad China-Cuba en Hebei	Chine	SMC	2007	Interventions chirurgicales (ophtalmologie)	Opérationnel
Hospital Oftalmológico Mixto Amistad China-Cuba en Datong	Chine	SMC	2009	Interventions chirurgicales (ophtalmologie)	Opérationnel
Producción cooperadabicycletas	Chine	SIME	2004	Production de vélos	Opérationnel

Sources : élaboré à partir de données statistiques du ministère du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger de Cuba.

Dans la ville de Cienfuegos, les deux partenaires travaillent conjointement à la construction d'un quai moderne et au dragage de la baie. Dans la région de Matanzas, Cuba Pétrole (Cupet) et la Coopération nationale chinoise du pétrole (CCNP) réalisent, à travers l'entreprise mixte *GranMuralla*, l'exploration du puits pétrolier *Camarioca 100*. D'autres accords portent sur l'approvisionnement en matériel de laboratoire des centres universitaires et pré-universitaires, ainsi que sur la distribution de matériel pour la réhabilitation des réseaux d'adduction d'eau. Afin de garantir la protection de leurs investissements réciproques, des bases juridiques ont été établies ou renforcées. L'Accord pour la protection réciproque des investissements

(APRI) a été signé en 1995, puis renégocié et actualisé en 2007. En outre, une convention fiscale destinée à éviter la double imposition est entrée en vigueur en 2001. Dans le cadre de la CMIREC, le Groupe conjoint pour le développement des investissements a été créé en 2005. Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, Cuba a bénéficié de l'aide au développement accordée par le gouvernement de la RPC. Ces fonds ont servi à la mise en œuvre de projets collaboratifs dans des secteurs clés et à fort impact social de l'économie, tels que la santé, l'éducation, l'alimentation, le transport, l'informatique, les communications, les énergies renouvelables et la protection de l'environnement.

³³ Si la Chine envisage la construction d'hôtels à Cuba, il n'est pas moins vrai qu'une entreprise cubaine en a construit un récemment en Chine.

5. Les relations de la RPC avec Cuba, un cas spécial dans la région

Précisons que les crédits gouvernementaux offerts par la Chine à Cuba ont une durée de 15 ans, avec une période de grâce de 5 ans et s'amortissent sur 10 ans sans intérêts.

Les crédits concessionnels ont également une durée de 15 ans, comprenant la période de grâce, avec un taux d'intérêt annuel maximum de 3 % (tableau 5).

Tableau 5. Entreprises conjointes Chine-Cuba

Type	Nombre de crédits	Montant	Utilisations
Gouvernemental	18	118	105
Concessionnel	3	36	8
Total	21	154	113

Sources : élaboré à partir de données statistiques du ministère du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger à Cuba.

Dans le cadre de la coopération bilatérale pour le développement, la Chine a versé à Cuba plus de 230 millions USD entre 1990 et 2008, dont 150 millions sous forme d'aide et 80 millions en dons. Au total, 46 projets ont pu être menés dans l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, les énergies alternatives, etc. Différents programmes ont déjà été mis en œuvre – en particulier dans la région orientale du pays – pour un coût estimé à 36 millions USD, dont 12,4 millions proviennent de crédits gouvernementaux et 24 millions de fonds non remboursables. Les engagements de coopération

ont stimulé les échanges dans différents domaines. En matière d'éducation, un programme linguistique visant à promouvoir l'enseignement du chinois chez les Cubains et de l'espagnol chez les Chinois a été mis en place. Dans ce cadre, une centaine de jeunes Cubains ont entrepris des formations en Chine et plus de mille étudiants chinois s'emploient à améliorer leurs compétences en espagnol dans l'île. Dans la région de Tarará, située à proximité de la Havane, des bâtiments ont été restaurés et réhabilités pour accueillir le Siège du programme. En outre, l'Institut Confucius a ouvert ses portes à Cuba en 2009.

5.4. Des perspectives favorables pour le renforcement des relations bilatérales

La Chine occupe une place de plus en plus importante dans les échanges extérieurs de Cuba et tout donne lieu à penser que leurs relations économiques continueront à se renforcer. Outre le fait que Pékin entend consolider sa position en tant que deuxième partenaire commercial de l'île, on constate, dans la période récente, l'amorce d'un processus de diversification des exportations cubaines. L'accroissement des ventes de produits biotechnologiques et pharmaceutiques et de services sur les marchés chinois va de pair avec l'augmentation du nombre de projets mis en place, dans le cadre des Associations économiques internationales, par des entreprises sino-cubaines. Cette dynamique des relations économiques bilatérales est renforcée à la fois par l'existence d'instruments juridiques assurant la protection des investissements et par la récente

reprogrammation de la dette accumulée de Cuba à l'égard de la RPC (6 milliards USD).

Comme l'a rappelé le Président Xi Jinping au cours de son déplacement dans l'île, le 22 juillet 2014, ce nouvel environnement des affaires qui s'ouvre sur fond « *d'actualisation du modèle économique cubain* » favorise les entreprises chinoises et crée une fenêtre d'opportunités sans précédent pour le développement des liens commerciaux bilatéraux. La veille de son arrivée, une délégation de plus de quarante entreprises chinoises a entamé des négociations avec des entités cubaines. Au cours du forum, des représentants du Bureau du développement du commerce chinois et de la Chambre de commerce de Cuba ont souscrit un accord

pour le déploiement et la diversification des échanges entrepreneuriaux et ont exploré les nouvelles opportunités d'affaires qu'offrent la nouvelle loi sur les investissements étrangers et la Zone spéciale de développement de Mariel, la *Zona Especial de Desarrollo de Mariel* (ZEDM), créée en 2013, à 45 kilomètres à l'ouest de la Havane.

Grâce à une fiscalité avantageuse pour l'implantation de firmes étrangères, et à l'infrastructure moderne de transport et de communications qui reliera le grand port de Mariel au reste du pays, la ZEDM devrait renforcer le poids géoéconomique de Cuba dans la région. En s'inscrivant dans le processus de réforme économique en cours, elle suppose l'amorce d'une nouvelle dynamique productive basée notamment sur la coopération inter-

firmes, la génération d'externalités positives et d'économies d'agglomération, ainsi que le développement de nouvelles chaînes de valeur. Compte tenu des priorités sectorielles identifiées par les autorités cubaines et de l'expérience accumulée en matière d'affaires conjointes, la ZEDM devait également permettre de renforcer les investissements dans différents secteurs : les industries agro-alimentaires ; les activités liées aux industries de la communication et de l'information ; la production d'instruments médicaux et de produits pharmaceutiques et biotechnologiques ; la création et la promotion d'entreprises conjointes dans le secteur du tourisme, qui développeraient des produits "multi-destination" pour les touristes chinois qui commencent à s'intéresser à la Caraïbe ; les investissements conjoints pour développer la production d'énergie.

Partie 2. Bilan et perspectives des relations Chine-Caraïbe

1. La RPC dans la Caraïbe : une présence qui va croissant et se diversifiant

Jusqu'au tournant du XX^e siècle, les relations de la Chine continentale avec les pays de la Caraïbe étaient clairement dominées par des considérations purement politico-diplomatiques, c'est-à-dire par la volonté de supplanter Taïwan et de s'attirer les bonnes grâces des nombreux petits Etats de la région dans les enceintes internationales où chacun dispose d'une voix, selon les règles des Nations-unies. Vu de Pékin, cet enjeu géopolitique et stratégique reste, dans la phase actuelle, un élément central dans la relation sino-caribéenne. Cependant, les échanges économiques commencent aussi à peser de plus en plus dans la balance, même s'ils demeurent modestes et déséquilibrés³⁵. Mais ce qui peut paraître « modeste », depuis la Chine, est important pour des pays de la Caraïbe³⁶. Ces dix dernières années, les flux financiers et commerciaux, bilatéraux et bi-multilatéraux, se sont accrus de manière exponentielle, sur fond de visites diplomatiques d'une fréquence et réciprocité inédites. Pour les Etats de la région, le géant asiatique est devenu un bailleur de fonds clé (Meyer, 2014). Depuis 2003, les investissements directs chinois ont presque quintuplé pour frôler les 500 millions USD, plus de la moitié de cette somme correspondant, à parts à peu près égales depuis 2006, à celle reçue par Cuba et par le Guyana³⁷, hors placements dans les

paradis fiscaux de la région³⁸. Même s'il est parfois difficile de distinguer la nature des divers types de flux financiers mis à la disposition des pays caribéens par la Chine, on estime que le montant des prêts de la RPC à la région Caraïbe est de 740 millions USD en moyenne annuelle, depuis 2010³⁹. Cet encours est à mettre en rapport avec le montant des prêts octroyés en moyenne au cours de cinq dernières années par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID), à savoir un peu plus de 400 millions USD et environ 1,3 milliard USD respectivement⁴⁰.

Ce renforcement des liens intervient à un moment où la puissance dominante de la région, les Etats-Unis, paraît moins présente que par le passé, et où les liens avec l'Europe tendent à être redéfinis dans une perspective encore floue⁴¹. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'aide et la coopération de la Chine se soient intensifiées au cours de la dernière décennie. Toujours est-il qu'il est difficile d'en prendre l'exacte mesure, tant leur évolution est somme toute récente, rapide et de surcroît hétérogène, en raison des singularités nationales et des liens spécifiques que chaque Etat entretient directement avec Pékin. A cette difficulté d'appréciation, s'ajoutent les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de cette grande puissance émergente : redéfinition de son modèle de croissance, tensions sociales et régionales croissantes.

³⁵ D'où les appels à chercher un meilleur équilibre, tel que celui formulé par le président guyanais Jagdeo lors d'une réunion de haut niveau, en septembre 2011 à Port of Spain. Au cours de cette réunion, des dirigeants caribéens sollicitaient du vice-Premier ministre chinois d'ouvrir davantage son pays aux importations caribéennes par l'établissement d'un accord commercial non réciproque, qui par ailleurs n'aurait sans doute pas d'effets sensibles chez le géant asiatique (CARIBBEAN – TRADE, « Guyana President calls for new trade arrangements with China », *Caribbean Media Corporation*, 12 septembre 2011).

³⁶ La Caraïbe aurait sans doute intérêt à tenir compte de l'avertissement émis récemment par des observateurs et analystes sur « *la fin de l'idylle avec la Chine* », en Amérique latine, où le public, les analystes et les entrepreneurs dénoncent le caractère très déséquilibré des relations commerciales ainsi que les difficultés de vendre aux Chinois autre chose que des produits primaires... « *El fin del idilio con China* », *El País*, 15 septembre 2012). Ce déséquilibre est aussi souligné dans les analyses de la Cepal sur les relations de l'Amérique latine et de la Caraïbe avec la Chine (CEPAL, 2012 et 2013).

³⁷ "Checkbook diplomacy. Caribbean in crisis", *Financial Times*, 18 décembre 2013.

³⁸ Tels que les investissements considérables qui sont placés dans les paradis fiscaux des Îles Vierges et Caïmans.

³⁹ Estimation faite à partir des données de l'Inter-American Dialogue et des médias locaux.

⁴⁰ Données disponibles dans les sites internet dédiés aux pays des institutions respectives.

⁴¹ Les régimes préférentiels européens hérités de l'époque coloniale pour le sucre et les bananes des Caraïbes s'étant épuisés et n'ayant guère favorisé le développement dynamique prévu des pays bénéficiaires par une plus grande diversification de leurs économies, l'UE a proposé, pour les remplacer, un Accord de partenariat économique (APE). Celui-ci a été signé en 2008 et devrait mener à un libre-échange bi-régional avec des périodes de transition prolongées et d'autres spécificités pour les partenaires caribéens, combiné avec des aides diverses. Mais cet APE est assez controversé dans les Caraïbes et ses résultats futurs sont loin d'être clairs ; il est peu convaincant en tout cas pour aider la région à surmonter sa crise.

2. Perspectives : opportunités et risques pour les pays de la région

Dans un contexte de forte dépendance économique (recettes touristiques, transferts financiers des émigrés, etc.) et énergétique, sur fond de vulnérabilités structurelles (inégalités sociales, chômage, etc.), les perspectives d'intensification des liens entre la RPC et la Caraïbe sont prometteuses, mais ne sont pas dénuées de risques pour le développement durable de ces sociétés insulaires. La Chine populaire s'intéresse aux richesses minières et pétrolières, mais ne manque pas de regarder aussi d'un œil attentif les possibilités de s'approvisionner en denrées alimentaires. Certes, une élévation des importations chinoises de riz et de fruits tropicaux pourrait être une opportunité pour des pays comme le Suriname et Cuba, dont le potentiel est important. Ce faisant, ne courent-ils pas le risque de devenir les cibles du fameux « *land grabbing* »⁴², l'accaparement des terres souvent dénoncé, notamment en Afrique.

Un autre aspect à considérer concerne les infrastructures. Au cours des dernières années, la plupart des flux de capitaux ont été dirigés vers la création d'infrastructures phares. La réhabilitation de la route reliant Kingston (Jamaïque) à l'aéroport international, ou dans l'île de la Dominique, celle qui connecte la capitale à la deuxième ville du pays située à l'autre bout de sa côte occidentale, ou encore la modernisation du port de Mariel (Cuba) récemment entreprise en partenariat avec le Brésil, sont autant d'investissements, souvent à forte visibilité, qui ne sont pas directement productifs, bien qu'ils participent au

développement économique local⁴³. Le secteur touristique est à cet égard symptomatique. Le plus grand projet chinois dans la région concerne le complexe hôtelier *Baha Mar* aux Bahamas (de près de 4 000 chambres). A la Dominique, la construction d'un autre hôtel cinq étoiles, combinée avec l'extension du petit aéroport international, est également en cours d'étude.

Tous ces investissements constituent un défi pour les pays d'accueil qui devront veiller à les optimiser, en termes économiques, environnementaux et même sociaux. Une question délicate est liée, ici comme en Afrique, à l'arrivée massive d'une main-d'œuvre chinoise « importée » pour travailler sur les chantiers. Cet afflux est régulièrement dénoncé en raison de la crise aiguë de l'emploi, des mauvaises conditions de travail et de logement des ouvriers chinois dans des sociétés créoles marquées par un passé esclavagiste et par l'importance des luttes syndicales. Le cas du Suriname est intéressant de ce point de vue. Dans ce pays multiethnique, certains craignent une « invasion chinoise » liée à l'attrait de ses ressources naturelles. Dans le Guyana voisin, la présence chinoise s'accroît également en se diversifiant⁴⁴.

⁴² Phénomène rapidement croissant, qui consiste en l'achat et la location à long terme de terres agricoles, de la part de pays et d'entreprises, originaires notamment d'Asie orientale et du Moyen-Orient, mais aussi d'Europe, en vue d'y produire des aliments exportés vers les pays investisseurs. Un cas retentissant impliquant une société sud-coréenne a puissamment contribué, il y a peu d'années, à faire tomber le gouvernement de Madagascar.

⁴³ Par exemple, dans l'île de la Dominique, la plus montagneuse des Caraïbes orientales, la route transversale n'a été terminée qu'en 1956, et le petit aéroport, situé à l'extrémité opposée de la capitale, à près de deux heures de route de celle-ci, en 1958. Grenade, sous le régime de gauche du Premier ministre Bishop, s'était tournée vers les Cubains pour construire enfin un aéroport international, élément crucial de son avenir de destination touristique ; mais cette aide était très mal vue à Washington, qui a fini par intervenir militairement, en 1983, pour mettre fin à ce régime. La même question préoccupe aussi d'autres gouvernements des petits pays de la région (comme celui de Saint-Vincent), tous conscients de l'importance du tourisme, source essentielle de devises.

⁴⁴ "With Aid and Migrants, China Expands Its Presence in a South American Nation", *The New York Times*, 10 avril 2011. « A travers l'aide et les migrants, la Chine étend sa présence dans une nation sud-américaine ». « Pendant ce temps, bien que des données précises soient difficiles à obtenir, il semble que la Chine soit devenue le principal fournisseur d'aide au Suriname, après que les Pays-Bas eurent stoppé d'importants décaissements d'aide ici, à l'époque de l'élection de M. Bouterse, l'an passé. En parallèle du nouveau bâtiment du ministère des Affaires étrangères, dessiné et construit par des entreprises chinoises, l'aide de la Chine au Suriname inclut un appui militaire, la construction de logement sociaux, un plan pour générer de l'énergie renouvelable à partir d'écorces de riz, de l'aide pour des élevages de crevettes et une modernisation du réseau de télévision d'Etat. » (traduction).

2. Perspectives : opportunités et risques pour les pays de la région

L'énergie constitue un troisième type d'enjeu. Après avoir récemment pris conscience de l'urgence d'agir contre les conséquences environnementales délétères de sa croissance économique accélérée, la RPC s'est rapidement spécialisée dans les énergies renouvelables et pourrait devenir bientôt le producteur dominant dans ce domaine. Les ventes de motocyclettes électriques et la production nationale de panneaux solaires ou de turbines éoliennes ont gagné des parts de marché au plan mondial. La baisse supposée du prix de ces équipements produits en grandes quantités (Martin, 2012, p. 212) devrait avoir une incidence positive dans les pays caribéens, encore trop dépendants du pétrole importé et lourdement handicapés par des prix élevés de l'énergie. La réorientation vers des énergies renouvelables s'impose à eux. De ce point de vue, la Chine peut probablement contribuer à réduire leur facture énergétique et augmenter corrélativement leur compétitivité.

La participation de la Chine dans le renforcement de la Caraïbe, en tant que plateforme régionale pour les échanges internationaux, est une dimension que devrait s'affirmer au cours des prochaines années. A l'instar du projet du nouveau canal interocéanique promu par le gouvernement nicaraguayen, les initiatives dans la logistique et les infrastructures de transport, dans lesquelles les investisseurs chinois sont ou pourraient être impliqués, ne manquent pas.

Concernant le secteur touristique, l'enjeu est de savoir dans quelle mesure la RPC participerait à l'essor des flux de visiteurs dans la région. Selon les données officielles recueillies, 97 millions de Chinois ont voyagé en 2013 en particulier vers les Régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao, avec cependant une proportion croissante à l'international. Ils n'étaient que 29 millions à peine, neuf ans plus tôt. En 2012, leurs dépenses totales s'élèveraient à 102 milliards USD, soit plus que celles des touristes allemands ou nord-américains. Il est toutefois peu probable que le Bassin caribéen devienne une destination prioritaire pour les Chinois, en raison notamment de la distance géographique de la région, située aux antipodes. L'offre en matière de produits de luxe, dont les touristes chinois sont friands, est de surcroît insuffisante, et la

concurrence avec d'autres destinations tropicales (Maldives, Polynésie, etc.) est plus rude que jamais.

Pour développer son tourisme, la Caraïbe doit innover et s'adapter à une clientèle exigeante, de plus en plus prisée. Elle devra aussi prévenir les risques environnementaux liés à une plus forte pression touristique. La protection de l'environnement et la mise en valeur du patrimoine naturel constituent donc un autre défi majeur dans une région soumise à une forte activité sismique, volcanique et cyclonique. La Caraïbe est de plus en plus exposée à l'assaut des tempêtes, des inondations et à la montée des eaux. L'érosion des sols, la disparition de certaines plages et la salinisation des côtes sont autant de détériorations environnementales accélérées par une forte anthropisation. Caraïbe et Chine partagent ainsi des préoccupations du même ordre et qu'une démarche collaborative pourrait sinon surmonter, du moins contribuer à réduire. Le développement d'un savoir-faire technologique commun, par transfert de compétences, pourrait être un atout partagé face à l'urgence d'affronter les gravissimes défis environnementaux.

Sur le plan politique, la contribution de la RPC est attendue sur au moins deux volets. A l'heure où Cuba s'interroge plus que jamais sur l'avenir de son régime, les autorités examinent avec intérêt la faisabilité et la viabilité du paradigme économique chinois. Des expériences inspirées de ce modèle sont actuellement en cours dans le centre historique de La Havane. A l'échelle régionale, les orientations de la RPC pourraient accompagner également le processus d'intégration régionale qui peine, de longue date, à devenir effectif, en raison de l'éparpillement géographique et le manque de connectivité entre Etats. De ce point de vue, l'expérience et la technologie chinoises en matière de transport, d'infrastructures et d'énergies renouvelables sont de nature à assurer une plus grande mise en synergie des différentes composantes du Bassin caribéen, et à favoriser leur insertion dans les réseaux des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Enfin, si l'on ne saurait minimiser les risques d'une nouvelle dépendance agro-exportatrice pour les économies de la

2. Perspectives : opportunités et risques pour les pays de la région

région, il convient de préciser pour conclure que l'émergence d'un nouvel acteur est propre à l'ouverture de voies de développement alternatives, mais pas nécessairement antinomiques, aux modèles européen ou nord-américain. Dans cette perspective, des complémentarités pourront

être recherchées, en interactions avec les puissances traditionnelles, pour permettre aux Etats caribéens d'élargir l'éventail des possibilités de développement et d'insertion économique à l'échelle internationale.

Partie 3.

Fiches-pays et fiches-région : une présentation synthétique et standardisée des relations Chine-Caraïbe

Cette partie rassemble une série de fiches-pays et de fiches-région « standardisées » qui complètent un certain nombre d'informations déjà présentées. Son ambition première est de préciser, dans une perspective descriptive et analytique, la relation que chaque pays entretient individuellement avec la Chine. Après un bref rappel des caractéristiques socioéconomiques des pays considérés, elles présentent le type et la nature des liens tissés par ces pays dans les différents domaines (historique, économique, migratoire, culturel et diplomatique), ainsi que les projets et les perspectives à court et moyen termes. Les fiches-région de la Caricom et de l'OECS compléteront l'ensemble.

Les fiches-pays concernent :

- Antigua-et-Barbuda
- Les Bahamas
- La Barbade
- Cuba
- La Dominique
- La Grenade
- Le Guyana
- Haïti
- La Jamaïque
- La République dominicaine
- Saint-Kitts-et-Nevis
- Sainte-Lucie
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Le Suriname
- Trinidad-et-Tobago

Les fiches-région concernent :

- Caricom
- OECS

Antigua-et-Barbuda

Caractéristiques structurelles

Antigua-et-Barbuda est un Etat de 89 000 habitants avec une superficie de 442 km² répartie sur deux îles, Antigua (la plus grande et la plus peuplée) et Barbuda. En 2012, elle comptabilisait un PIB par tête de 12 000 dollars et un IDH de 0,76, le situant parmi les plus développés de la région. Son économie est fortement concentrée sur le tourisme et l'intermédiation financière. Son taux d'endettement public est élevé, la rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Le pays a un déficit commercial important. Il est membre de l'OECD, de la Caricom, de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alba) et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	78	83	89
PIB par habitant (USD courants)	10 144	12 136	12 733
IDH	-	-	0,76
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	788	1 002	1 134
Investissement (en % du PIB)	29,39	29,29	31,83
Exportations (en % du PIB)	62,90	54,42	48,72
Importations (en % du PIB)	63,80	68,14	54,24
Dette publique (en % du PIB)	110,84	94,99	87,82
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	1,89	2,09	2,25
Industrie (en % du PIB)	16,40	17,25	19,63
Services (en % du PIB)	81,71	80,66	78,12

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales

Données commerciales non disponibles.

Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques établies avec la RPC depuis 1983 (deux ans après l'indépendance de ce pays).
- Même si la Chine a une mission diplomatique à Antigua-et-Barbuda, ce dernier pays n'a pas de représentation diplomatique en Chine.
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré l'ancien Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, Baldwin Spencer, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).
- Relations commerciales déficitaires avec la Chine : les importations en provenance de Chine sont plus importantes que les exportations du pays vers celle-ci.

Projets d'investissements et de coopération

- Construction d'un stade pour 20 000 personnes, d'un nouveau terminal de l'aéroport international, d'un hôpital et d'une centrale électrique. Réalisation des projets d'éclairage public et d'une centrale électrique. Signature d'un accord pour la construction d'écoles, centres communautaires et autres.

Les Bahamas

Caractéristiques structurelles

Les Bahamas sont un Etat de 371 000 habitants avec une superficie de 13 000 km², répartie sur plus de 700 îles. En 2012, l'archipel comptabilisait un PIB par tête de 21 000 dollars et un IDH de 0,79, le situant parmi les pays les plus riches de la région. Son économie est fortement concentrée sur le tourisme, le rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Les Bahamas ont un déficit commercial important ainsi qu'un taux de chômage et de délinquance élevés. L'archipel est membre de la Caricom.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	298	329	372
PIB par habitant (USD courants)	21 251	23 417	21 908
IDH	-	-	0,79
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	6 328	7 706	8 149
Investissement (en % du PIB)	25,89	24,19	31,88
Exportations (en % du PIB)	44,36	45,19	44,79
Importations (en % du PIB)	61,55	48,02	62,89
Dette publique (en % du PIB)	24,45	29,28	51,18
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	2,85	2,19	2,10
Industrie (en % du PIB)	17,55	15,40	17,92
Services (en % du PIB)	79,60	82,41	79,98

Sources : Banque mondiale.

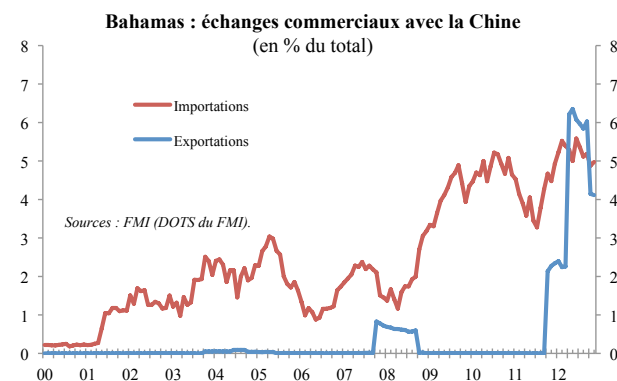
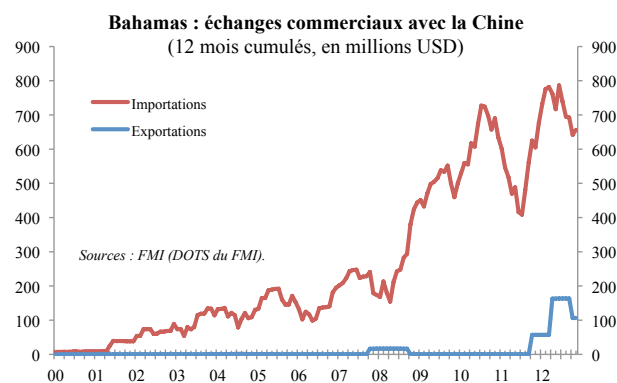
Relations commerciales

Principales exportations : les produits minéraux (sel), les produits animaux, des fruits et légumes, du rhum et des produits chimiques. Principales importations : des produits manufacturiers et d'équipement et des produits agricoles

Bahamas : partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Singapour	25,20	1. États-Unis	29,87
2. États-Unis	20,68	2. Inde	20,21
3. R. dominicaine	17,03	3. Singapour	8,72
4. Canada	5,76	4. Corée du Sud	6,77
7. Chine	4,11	5. Chine	4,97

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 1997 (auparavant relations diplomatiques avec Taïwan).
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré le Premier ministre des Bahamas, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).
- En 2004, Perry Christie, Premier ministre des Bahamas, a effectué une visite officielle en Chine.

Projets d'investissements et de coopération

- Construction d'un stade, du Baha Mar Resort (environ 3,4 milliards USD, le plus grand hôtel des Caraïbes) et construction de l'autoroute de l'aéroport international de Nassau financés par des prêts concessionnels chinois.
- Gestion des ports et du terminal de containers par la compagnie Hutchison Whampoa.
- Accord sur la promotion et la protection des investissements (2009).
- Accord-cadre pour la fourniture de prêts concessionnels (2009).
- Lettre d'intention sur la coopération agricole entre le ministère de l'Agriculture et des Ressources marines des Bahamas et le ministère de l'Agriculture de Chine (2009).
- Accord sur la coopération technique et économique entre le gouvernement des Bahamas et le gouvernement de la Chine (2004 et 2009).
- Lettre d'intention entre la Banque export-import de Chine et le gouvernement des Bahamas (2009).
- Lettre d'intention entre le gouvernement des Bahamas et l'Administration nationale du tourisme de Chine pour faciliter les voyages de groupes de touristes chinois aux Bahamas (2005).
- Accord bilatéral sur l'échange de renseignements fiscaux (2005).
- Accord de coopération culturelle bilatérale (2004).

Bahamas : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
-	43,560	22,950	2,720	38,990	-	1,000	-	-	-

Sources : CEIC.

La Barbade

Caractéristiques structurelles

La Barbade est un Etat de 283 000 habitants avec une superficie de 430 km². En 2012, l'île comptabilisait un PIB par tête de 14 000 dollars et un IDH de 0,83, situant ce pays comme le plus développé de la région. Son économie est fortement concentrée dans les secteurs du tourisme et des services d'intermédiation financière. Son taux d'endettement public est élevé, la rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Le pays a un déficit commercial important. La Barbade est membre de la Caricom.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	267	274	283
PIB par habitant (USD courants)	11 675	14 225	14 917
IDH	0,79	0,80	0,83
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	3 120	3 892	4 225
Investissement (en % du PIB)	17,76	18,57	0,00
Exportations (en % du PIB)	42,40	43,99	42,48
Importations (en % du PIB)	46,43	51,82	54,33
Dette publique (en % du PIB)	39,90	46,09	85,80
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	2,30	1,82	1,47
Industrie (en % du PIB)	17,66	17,13	15,67
Services (en % du PIB)	80,04	81,05	82,86

Sources : Banque mondiale.

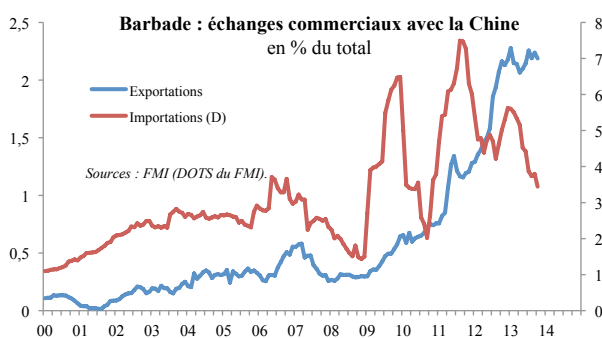
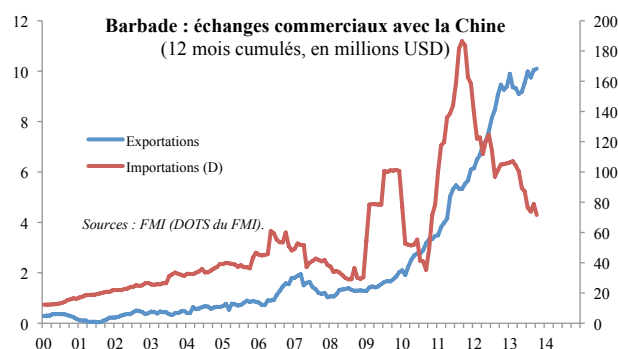
Relations commerciales

Principales exportations : produits dérivés de la canne à sucre (mélasse, rhum, etc.) Principales importations : des biens manufacturiers et d'équipement, les produits agricoles et les produits énergétiques.

Barbade : partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Trinidad-et-Tobago	20,76	1. Trinidad-et-Tobago	35,80
2. États-Unis	11,82	2. États-Unis	26,82
3. Sainte-Lucie	9,66	3. Chine	3,65
4. Saint-Vincent-et-les-Grenadines	5,98	4. Royaume-Uni	3,31
13. Chine	2,18	5. Suriname	2,77

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 1977.
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré le Premier ministre de la Barbade, Freundel Stuart, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).
- La Barbade est l'une des destinations les plus importantes des placements financiers dans les Caraïbes (environ 0,3 % de l'investissement de la Chine à l'extérieur).

Projets d'investissements et de coopération

- Soutien financier pour la construction du Garfield Sobers Gymnase (1986), aide à la construction de la *Sir Lloyd Erskine Sandiford Conference* et Centre culturel (1994), restauration du bâtiment *Cheapside Bridgetown Market* (2005) et autres.
- Depuis 2004, des entreprises chinoises ont réalisé plusieurs projets dans le secteur de la construction à la Barbade : *China Construction Co. Ltd* et *China dos Construction Limited*.
- Projets dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'agriculture.
- Accords pour la promotion et la protection des investissements (1999).
- Accord sur la double imposition (2000).
- Accord pour la promotion des exportations de la Barbade vers la Chine (2008).

Barbade : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
-	-	-	1,850	0,410	0,820	0,870	-	-	0,810

Sources : CEIC.

Cuba

Caractéristiques structurelles

Cuba est le pays le plus grand et le plus peuplé de la Caraïbe, avec une population de 11 millions d'habitants et une superficie de 111 000 km². En 2012, son PIB par habitant était estimé à 6 000 dollars et son IDH de 0,78 (classé 59^e dans le monde et 6^e en Amérique latine). Son économie est peu diversifiée, malgré la main-d'œuvre qualifiée, et elle est concentrée principalement dans le tourisme, la production de nickel et les services professionnels. Par ailleurs, le déficit commercial est important et le pays a un accès limité aux financements externes. Cuba est membre de l'Alba et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	11 138	11 292	11 276
PIB par habitant (USD courants)	2 744	3 776	6 051
IDH	0,69	0,74	0,78
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	30 565	42 644	68 234
Investissement (en % du PIB)	11,88	8,96	12,16
Exportations (en % du PIB)	14,13	21,02	19,96
Importations (en % du PIB)	16,95	18,34	19,14
Dette publique (en % du PIB)	-	-	-
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	8,41	5,62	5,00
Industrie (en % du PIB)	27,89	19,37	20,53
Services (en % du PIB)	63,70	75,01	74,48

Sources : Banque mondiale.

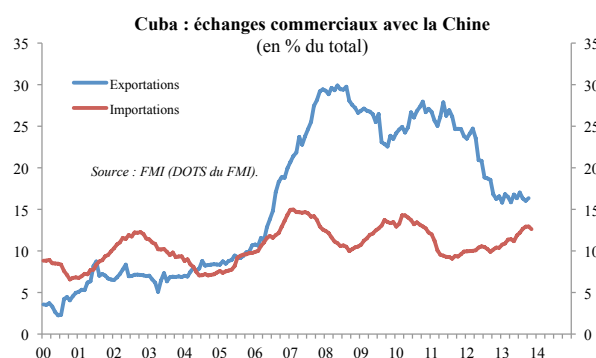
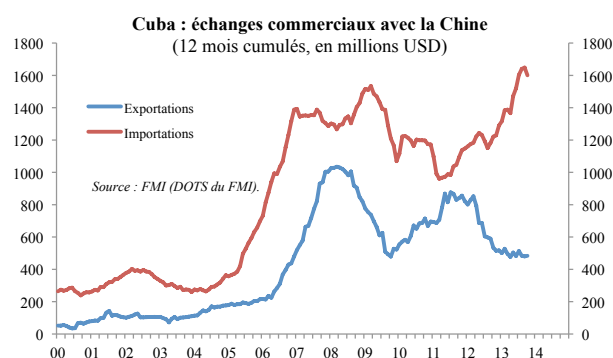
Relations commerciales

Principales exportations : produits dérivés de la canne à sucre (mélasse, rhum, etc.) Principales importations : des biens manufacturiers et d'équipement, les produits agricoles et les produits énergétiques.

Cuba : partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Canada	17,31	1. Venezuela	38,28
2. Chine	16,58	2. Chine	10,76
3. Venezuela	12,26	3. Espagne	8,67
4. Pays-Bas	8,82	4. Brésil	5,21
5. Espagne	5,79	5. États-Unis	4,27

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 1960.
- Le président chinois Hu Jintao s'est rendu en visite officielle à Cuba en 2004 et 2008.
- Visite officielle du président cubain Raul Castro à Pékin en 2012.
- Le Premier vice-président cubain, Miguel Diaz Canel, a rencontré le président chinois Xi Jinping en Chine en juin 2013.
- Visite officielle du président Xi Jinping en juillet 2014 à La Havane et à Santiago de Cuba. Il a été accompagné d'une délégation comprenant une quarantaine d'entreprises chinoises.

Projets d'investissements et de coopération

- Les relations se concentrent dans les domaines du dialogue politique, du commerce et des investissements.
- Accord bilatéral Chine-Cuba sur l'exploitation du nickel, les télécommunications et la santé et livraison d'un million de postes de TV chinois destinés au secteur de l'éducation cubaine (2001).
- Octroi par la Chine d'un crédit de 6,5 millions USD et d'un prêt de 200 millions USD pour la modernisation des systèmes de communications locaux (de la Chine envers Cuba).
- Coopération agricole de la Chine à Cuba pour la production du riz, soja, sorgho, maïs.
- L'entreprise *China National Petroleum Corporation* (CNPC) participe à la négociation pour l'exploration de pétrole dans la partie cubaine du Golfe du Mexique.
- L'entreprise *China Harbor Engineering Company* a commencé des travaux dans le cadre du Projet du port de Santiago de Cuba.
- Donation de la Chine à Cuba de 8 millions USD pour les victimes et la réparation des dégâts des ouragans et un crédit de 70 millions USD pour l'infrastructure de santé (2008).
- 500 wagons de fret et de passagers chinois ont été intégrés dans la flotte ferroviaire de Cuba avec 21 locomotives complètes (2009).
- L'entreprise chinoise *Yutong* a vendu 1 000 bus économes en énergie à Cuba pour les transports urbains et interprovinciaux (2008).
- Depuis 2006, la Chine a investi environ 500 millions USD dans la mise en œuvre et le lancement de *Las Camariocas*, usine de traitement du nickel, dans le cadre d'un accord entre l'entreprise publique *Cubaniquel* (50 % de participation) et l'entreprise publique chinoise *Minmetals Corporation* (49 % de participation). Le financement provient de la *China Development Bank*, avec *Sinocure*, *Chinese Export and Credit Insurance Corporation*.
- L'entreprise chinoise *Sinopec* a signé un accord avec l'entreprise cubaine *Cuba Petroleum* (Cupet) pour développer l'exploration conjointe de ressources pétrolières dans les zones *off-shore* de la province cubaine de Pinardel Rio (depuis 2008).
- *PetroChina Great Wall Drilling Company LTD* et Cupet ont signé un accord pour le service de forage et pour la fourniture d'appareils de forage de la côte nord de Cuba (depuis 2005).
- Dans le domaine de la biotechnologie, les deux pays ont signé un accord pour le développement de co-entreprises et de deux usines de fabrication avec des processus et technologies cubaines qui opèrent en Chine.

Cuba : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1,430	-	1,580	30,370	6,580	5,560	12,930	-	76,710	-

Sources : CEIC.

La Dominique

Caractéristiques structurelles

La Dominique est un Etat de 71 000 habitants avec une superficie de 754 km². En 2012, le pays comptabilisait un PIB par tête de 6 000 dollars et un IDH de 0,74. La Dominique présente un des taux d'émigration les plus élevés de la région. Son économie est fortement concentrée dans le tourisme et l'agriculture, la rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Le pays a un important déficit commercial et une dette publique élevée. La Dominique est membre de l'OECO, de la Caricom de l'Alba et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	70	71	72
PIB par habitant (USD courants)	4 657	5 126	6 692
IDH	0,72	0,73	0,74
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	324	362	480
Investissement (en % du PIB)	20,52	20,24	22,25
Exportations (en % du PIB)	44,54	35,77	40,09
Importations (en % du PIB)	56,42	54,24	51,41
Dette publique (en % du PIB)	71,47	83,80	73,31
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	14,14	13,95	15,45
Industrie (en % du PIB)	18,65	15,81	15,93
Services (en % du PIB)	67,20	70,23	68,62

Sources : Banque mondiale.

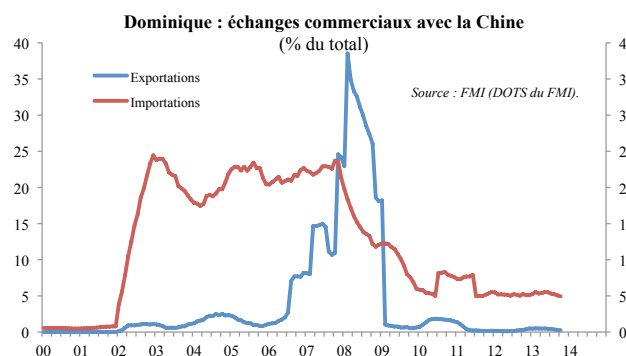
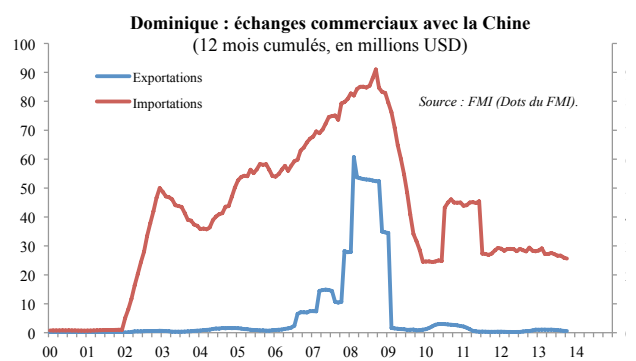
Relations commerciales

Principales exportations : produits agricoles. Principales importations : biens manufacturiers et d'équipement, énergie et produits alimentaires.

Dominique : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Japon	41,03	1. Japon	39,41
2. Jamaïque	8,83	2. États-Unis	15,64
3. Antigua-et-Barbuda	8,15	3. Trinidad-et-Tobago	13,58
4. Guyane	6,89	4. Chine	5,10
5. Trinidad-et-Tobago	4,44	5. Singapour	2,46
22. Chine	0,50		

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 2004 (immédiatement après la rupture avec Taïwan, la Chine a offert un crédit préférentiel de 100 millions USD).
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré le Premier ministre de Dominique, Roosevelt Skerritt, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).

Projets d'investissements et de coopération

- Construction d'un stade de cricket, réhabilitation de la route principale dans le pays et réhabilitation ou construction du siège du gouvernement, de l'école primaire de la Nouvelle Ville, d'un collège public, entretien du stade Windsor Park, projet pour la construction de logements et la réhabilitation du plus grand centre médical du pays.
- Installation de la coopération agricole chinoise à la station agricole *One Mile* à Portsmouth, reconstruction du Centre de démonstration agricole dans cette région, y compris le projet *Carib Territory Logement*, ainsi que la présence de la coopération médicale chinoise à l'Hôpital Princess Margaret.
- Entre 800 et 900 Dominicains ont bénéficié de la formation continue financée par le gouvernement chinois dans la période 2005-2013.
- Le Service de police de la Dominique a été pourvu de matériels et d'équipements, y compris de motocyclettes, et a bénéficié d'une formation linguistique en mandarin.
- Accord de coopération entre les gouvernements de la Dominique et de la Chine pour la concession d'un prêt préférentiel de 300 millions USD pour la construction d'un hôtel, d'un aéroport international et d'un nouvel hôpital (2013).

Dominique : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2008	2009	2010	2011	2012
-	-	-	0,500	-

Sources : CEIC.

La Grenade

Caractéristiques structurelles

La Grenade est un Etat de 105 000 habitants avec une superficie de 350 km². En 2012, son PIB par tête s'élevait à 7 266 dollars et son IDH était de 0,77. L'île affiche un taux d'émigration important. Son économie est fortement concentrée dans les secteurs du tourisme et des activités d'intermédiation financière, la rendant vulnérable aux chocs externes. Le pays a un déficit commercial important et un taux d'endettement public élevé. Il est membre de l'OECO, de la Caricom et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	102	103	105
PIB par habitant (USD courants)	5 149	6 804	7 267
IDH	-	-	0,77
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	533	700	767
Investissement (en % du PIB)	37,67	45,96	18,12
Exportations (en % du PIB)	45,05	21,25	25,24
Importations (en % du PIB)	59,26	56,56	51,41
Dette publique (en % du PIB)	41,63	87,74	108,53
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	5,99	3,44	5,70
Industrie (en % du PIB)	20,76	26,48	11,70
Services (en % du PIB)	73,25	70,08	82,60

Sources : Banque mondiale.

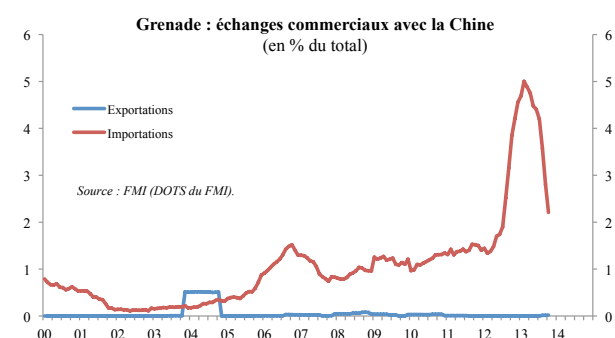
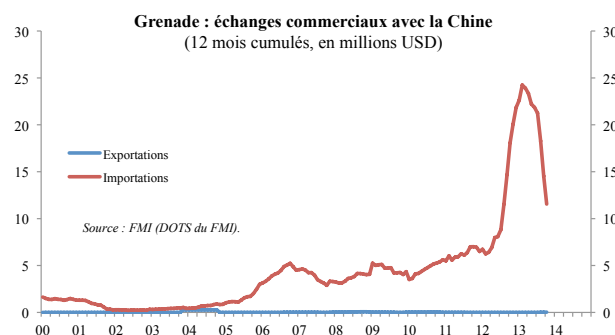
Relations commerciales

Principales exportations : produits agricoles (noix de muscade, banane). Principales importations : produits alimentaires, biens manufacturiers et d'équipement, pétrole.

Grenade : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Nigeria	40,20	1. Trinidad-et-Tobago	44,31
2. Sainte-Lucie	10,68	2. États-Unis	16,41
3. Antigua-et-Barbuda	7,26	3. Chine	4,56
4. États-Unis	6,58	4. Barbades	3,71
5. Saint-Kitts-et-Nevis	6,51	5. Guyane	2,56
30. Chine	0,00		

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 2005 (la Grenade a entretenu des relations avec Taïwan entre 1989-2004).
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré le Premier ministre de Grenade, Keith Mitchell, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).

Projets d'investissements et de coopération

- Construction d'un stade de cricket et financement de la construction de logements sociaux.
- Accord de coopération bilatérale pour la concession d'assistance financière à des projets dans le tourisme, la construction et l'agriculture en 2013 (environ 10 millions USD sont prévus).

Le Guyana

Caractéristiques structurelles

Le Guyana est un Etat de 790 000 habitants, avec une superficie de 214 000 km². En 2012, il comptabilisait un PIB par tête de 3 000 dollars et un IDH de 0,64 (classé 118^e dans le monde). Le pays compte de nombreuses ressources naturelles (par exemple la bauxite, 12^e producteur mondial), et 72% de sa superficie territoriale sont couverts par la forêt. Son économie est fortement concentrée dans l'exploitation des ressources minières et dans l'agriculture. Le pays a un déficit commercial important. Le Guyana est membre de la Caricom, du programme Petro Caribe et de l'Union des Nations d'Amérique du Sud (Unasur).

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	744	761	795
PIB par habitant (USD courants)	957	1 084	3 584
IDH	0,58	0,61	0,64
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	713	825	2 851
Investissement (en % du PIB)	23,78	24,78	24,92
Exportations (en % du PIB)	96,08	84,62	0,00
Importations (en % du PIB)	110,69	119,21	0,00
Dette publique (en % du PIB)	120,19	116,08	64,27
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	31,09	34,60	21,46
Industrie (en % du PIB)	29,04	19,97	33,93
Services (en % du PIB)	39,88	45,43	44,61

Sources : Banque mondiale.

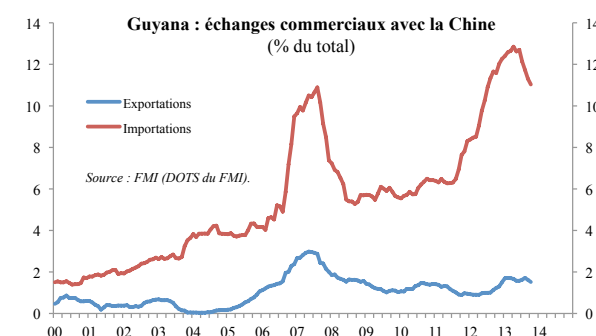
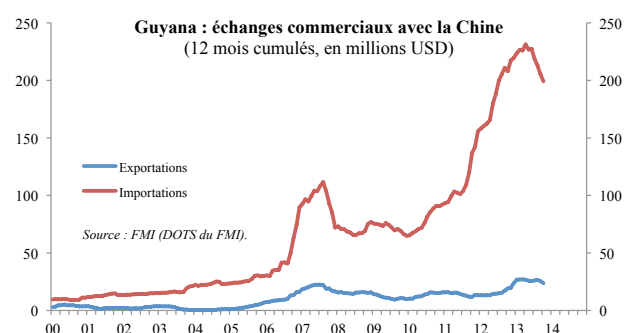
Relations commerciales

Les principaux produits d'exportation sont : l'or, la bauxite et des produits agricoles. Les principaux produits d'importation sont : des biens manufacturiers et d'équipement, du pétrole et des produits alimentaires.

Guyana : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. États-Unis	30,83	1. États-Unis	22,12
2. Canada	28,88	2. Trinidad-et-Tobago	21,87
3. Royaume-Uni	6,17	3. Chine	12,26
4. Trinidad-et-Tobago	3,92	4. Cuba	6,04
5. Pays-Bas	3,15	5. Suriname	4,02
11. Chine	1,50		

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 1971 (premier pays de la Caricom à avoir établi ces relations).
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré le président du Guyana, Donald Ramotar, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).
- Le Guyana est le plus grand pays récipiendaire d'IDE chinois de la zone Caricom (près de 100 millions USD en 2012).

Projets d'investissements et de coopération

- Projet de maintenance du Centre international de conférences, crédit de 40 millions USD pour un projet d'alimentation, construction d'un moulin à sucre.
- Achat par l'entreprise chinoise *Bonsai Minerals Group* de 70 % d'une mine de bauxite d'*Omai Bauxite Mining Inc.* (2006). L'entreprise *Chinese Communications Construction Company* est impliquée dans l'industrie du transport au Guyana.
- Achat d'équipement de lutte contre les incendies pour les services d'incendie du Guyana avec le soutien de la Chine.
- Soutien financier pour des projets clés comme One Laptop per child, le projet hydroélectrique des chutes Amaila, l'expansion de l'aéroport international CheddiJagan et la construction de l'Hotel Marriott.
- Accord pour la coopération financière d'environ 8,6 millions USD (2013).
- Accord pour aider le Guyana dans l'amélioration des technologies pour la culture du riz, des légumes et des champignons et pour établir un centre de pisciculture intégrée (1999).
- Accord-cadre pour l'octroi d'un prêt concessionnel du gouvernement de la Chine vers le Guyana (2012).
- Accord bancaire à propos des procédures de comptabilité entre la *Bank of Guyana* et la banque chinoise de développement (2012).
- Accord de coopérations technique et économique (2012).
- Accord pour l'envoi d'une équipe médicale chinoise pour travailler dans le secteur de la santé du Guyana (1993, 1999 et 2012).

Guyana : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2007	2008	2009	2010	2011	2012
60,000	-	-	28,370	0,200	98,840

Sources : CEIC.

Haïti

Caractéristiques structurelles

Haïti est un Etat de 10 millions d'habitants avec une superficie de 27 000 km². En 2012, il comptabilisait un PIB par tête de 770 dollars et un IDH de 0,46, ce qui situe le pays parmi les pays les « moins avancés » d'après la classification de l'ONU. Le pays affiche des taux de pauvreté, d'insécurité et d'émigration parmi les plus importants de la région. La situation environnementale du pays est également critique ; seulement 3% du territoire est couvert par la forêt. A la suite du tremblement de terre de 2010, Haïti a reçu d'importants flux d'aide pour la reconstruction du pays, aux résultats incertains. Haïti est membre de la Caricom et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	8 578	9 261	10 174
PIB par habitant (USD courants)	427	449	771
IDH	0,42	0,44	0,46
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	3 665	4 154	7 843
Investissement (en % du PIB)	-	-	-
Exportations (en % du PIB)	12,70	14,04	13,23
Importations (en % du PIB)	33,41	42,94	48,00
Dette publique (en % du PIB)	55,48	47,19	16,38
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	-	-	-
Industrie (en % du PIB)	-	-	-
Services (en % du PIB)	-	-	-

Sources : Banque mondiale.

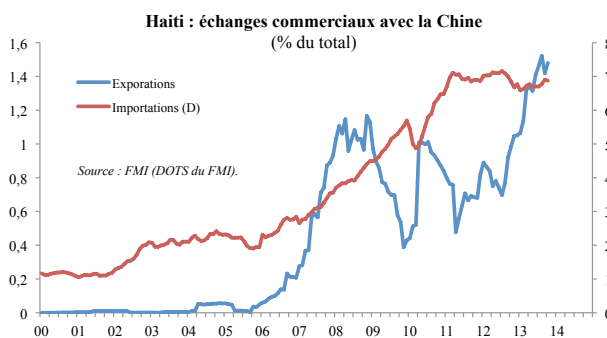
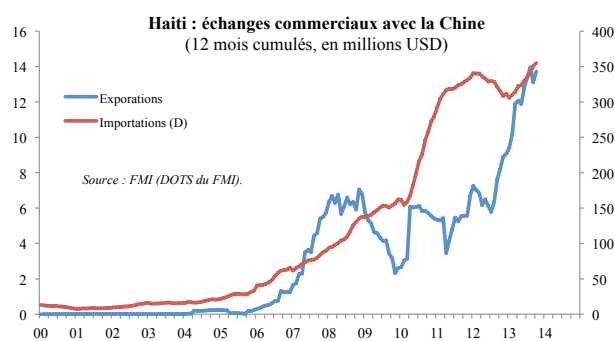
Relations commerciales

Principales exportations : biens manufacturiers (textile) et produits agricoles. Principales importations : produits alimentaires, pétrole, biens manufacturiers et d'équipement.

Haïti : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. États-Unis	83,58	1. Rép. dominicaine	36,48
2. Canada	3,50	2. États-Unis	25,30
3. Mexique	1,97	3. Antilles néerlandaises	9,10
4. Thaïlande	1,53	4. Chine	6,77
5. Libye	1,16	5. Pérou	1,87
6. Chine	1,05		

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques d'Haïti avec Taïwan depuis 1956. Ce dernier est l'un des principaux bailleurs de fonds bilatéraux (après les États-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne et le Japon).
- Visite d'Etat : le président taïwanais Ma Ying-Jeou a rencontré le président d'Haïti, Michel Martelly, à Port-au-Prince, Haïti (août 2013) en vue de renforcer les relations bilatérales.
- La coopération de Taïwan en Haïti s'est concentrée dans le domaine de l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'infrastructure et les soins de santé.
- La Chine dispose néanmoins d'un Bureau de développement des affaires dans l'île.

Projets d'investissements et de coopération

- Projet de réfection d'une route nationale, réalisation confiée à l'entreprise taïwanaise *Overseas Engineering & Construction Corp.* (OECC) présente à Haïti depuis de nombreuses années.
- Projet pour promouvoir le système sanitaire haïtien par l'approvisionnement en équipements médicaux. Donation de six ambulances pour le ministère de la Santé publique et de la Population.
- Assistance financière et de ressources humaines pour le sauvetage et la reconstruction d'Haïti après le séisme.
- Donation de Taiwan d'un million USD d'aide à la construction d'un campus universitaire en Haïti par le gouvernement dominicain, le Centre d'éducation supérieur Limonada (2011).
- Même si Haïti entretient des relations diplomatiques avec Taïwan, ce pays a reçu de l'aide financière et la coopération chinoise, en particulier après le tremblement de terre en 2010.
- Dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine a montré son intérêt et souligné la nécessité pour la communauté internationale de soutenir la reconstruction pacifique d'Haïti, malgré l'absence de relations diplomatiques bilatérales.
- Taiwan et la Chine populaire ont dégagé d'importants moyens financiers et équipements et ont envoyé des équipes de secours immédiatement après le tremblement de terre. L'aide chinoise s'est concentrée sur l'envoi de médicaments, de matériel médical, de tentes, de matériel de purification de l'eau, de nourriture et de vêtements.
- La Chine a fait partie des forces de stabilisation de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

La Jamaïque

Caractéristiques structurelles

La Jamaïque est un Etat de 2,7 millions d'habitants avec une superficie de 11 000 km². En 2012, elle comptabilisait un PIB par tête de 5 000 dollars et un IDH de 0,73. Le pays dispose d'importantes ressources minérales, notamment de la bauxite. L'île affiche des taux de criminalité, de pauvreté et d'émigration parmi les plus élevés de la région. Son économie est peu diversifiée et dépendante des transferts de fonds depuis l'étranger (*remittances*). Le pays a un déficit commercial important et le taux d'endettement public est critique. La Jamaïque est membre de la Caricom et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	2 589	2 650	2 712
PIB par habitant (USD courants)	3 479	4 179	5 440
IDH	0,68	0,69	0,73
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	9 009	11 076	14 755
Investissement (en % du PIB)	-	26,75	19,66
Exportations (en % du PIB)	-	35,29	30,43
Importations (en % du PIB)	-	55,24	52,98
Dette publique (en % du PIB)	91,81	119,31	146,89
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	7,04	5,94	6,72
Industrie (en % du PIB)	25,53	25,04	-
Services (en % du PIB)	67,43	69,02	-

Sources : Banque mondiale.

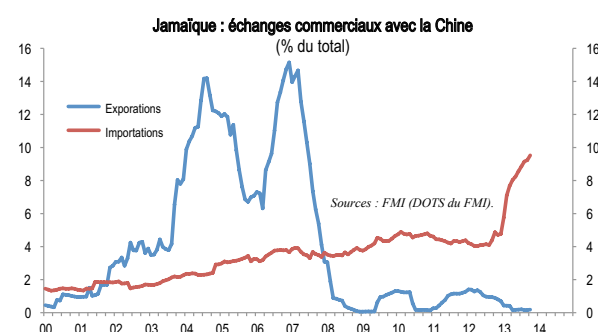
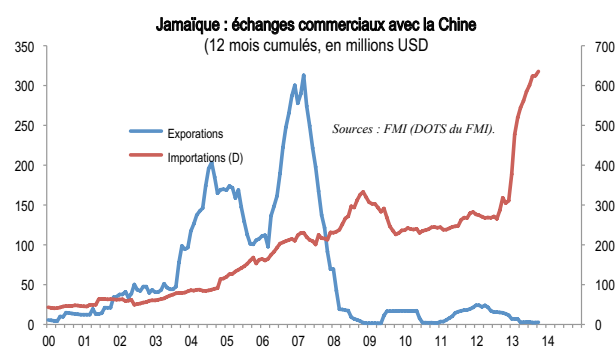
Relations commerciales

Principales exportations : aluminium, bauxite et produits dérivés de la canne à sucre. Principales importations : produits alimentaires, pétrole, biens manufacturés et d'équipement.

Jamaïque : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. États-Unis	47,98	1. États-Unis	36,10
2. Canada	7,17	2. Venezuela	15,55
3. Slovaquie	4,18	3. Trinidad-et-Tobago	10,76
4. Pays-Bas	4,08	4. Chine	4,76
5. EAU	4,07	5. Mexique	4,04
18. Chine	0,68		

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques de la Jamaïque avec la Chine depuis 1972.
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré la Première ministre de la Jamaïque, Portia Simpson-Miller, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).
- Visite officielle de la Première ministre de la Jamaïque, Portia Simpson-Miller, en Chine (août 2013). Deux autres Premiers ministres de la Jamaïque s'étaient rendus en visite officielle à Pékin en 2005 et 2008.

Projets d'investissements et de coopération

- Achat par l'entreprise chinoise *Complant International*, de trois centrales sucrières et de 30 000 hectares de champs de canne à sucre (2011).
- Construction de ports en Jamaïque par l'entreprise *Chinese Communications Construction Company*.
- Réparation du Centre des Congrès à Montego Bay par l'entreprise chinoise *Complant International*. Construction de 3 500 logements sociaux sur crédits chinois. Construction routière et entretien de la route de l'aéroport de la capitale.
- *China Harbour Engineering Company* (CHEC) construit actuellement l'autoroute Nord-Sud de Kingston à Ocho Rios, projet qui devrait être terminé en 2014. Cette entreprise est aussi impliquée dans la grande expansion proposée du port de Kingston en logistique et transport pour la région.
- Construction du complexe Sligoville Sports en Jamaïque par l'entreprise *China Shaanxi Construction Engineering Group*.
- Don chinois de 3,5 millions USD d'armement et matériel militaire pour l'armée jamaïcaine en 2010.
- Création d'un Institut Confucius à l'université des West Indies, Jamaïque.
- Plusieurs projets sont concentrés sur le développement des infrastructures comme le Programme Jamaïque de développement des infrastructures (400 000 USD) financé par la banque chinoise *Eximbank*, la construction de la protection Palisados Rives.
- Les autres domaines dans lesquels les entreprises chinoises jouent un rôle clé incluent l'assainissement, le logement, l'agriculture, les mines et les télécommunications.

Jamaïque : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
-	-	-	2,140	-	2,210	35,450	35,860

Sources : CEIC.

La République dominicaine

Caractéristiques structurelles

La République dominicaine est un Etat de 10 millions d'habitants avec une superficie de 48 000 km². En 2012, elle comptabilisait un PIB par tête de 5 000 dollars et un IDH de 0,70. Son économie est fortement concentrée dans le tourisme, l'agriculture (sucre, café, coton, cacao, banane) et les activités industrielles et de services associées aux zones franches d'exportation. Elle est aussi dépendante des transferts de fonds depuis l'étrangers (*remittances*). Le pays a un déficit commercial important. Il est membre du programme Petro Caribe et a signé plusieurs accords de libre-échange durant les dernières années, dont un avec les pays d'Amérique centrale et les Etats-Unis, l'*Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis d'Amérique et la République dominicaine* (CAFTA-RD).

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	8 663	9 343	10 277
PIB par habitant (USD courants)	2 770	3 636	5 746
IDH	0,64	0,67	0,70
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	23 997	33 970	59 047
Investissement (en % du PIB)	20,45	16,37	16,26
Exportations (en % du PIB)	37,05	30,03	24,88
Importations (en % du PIB)	45,87	35,50	34,00
Dette publique (en % du PIB)	16,92	22,71	30,19
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	7,25	7,45	6,05
Industrie (en % du PIB)	35,91	32,06	31,74
Services (en % du PIB)	56,85	60,49	62,20

Sources : Banque mondiale.

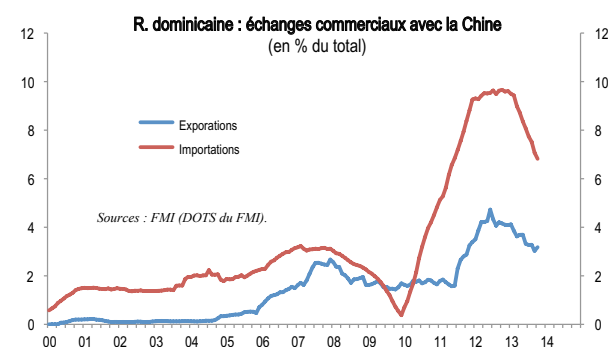
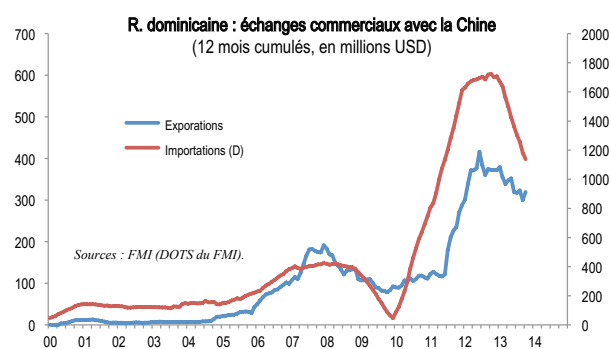
Relations commerciales

Principales exportations : nickel, sucre, or, cacao et tabac. Principales importations : produits alimentaires, pétrochimiques et pharmaceutiques.

République dominicaine : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. États-Unis	49,64	1. États-Unis	39,35
2. Haïti	16,83	2. Chine	9,61
3. Chine	4,09	3. Venezuela	7,03
4. Royaume-Uni	2,11	4. Mexique	5,84
5. Pays-Bas	1,74	5. Trinidad-et-Tobago	3,59

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques de la République dominicaine avec Taïwan depuis 1957.
- Visite d'Etat : le président taïwanais Ma Ying-jeou s'est rendu en visite officielle en République dominicaine, pendant la présidence de Leonel Fernandez, en 2008 et 2010.
- L'épouse du successeur de celui-ci, Cándida Montilla de Medina, a effectué une visite officielle à Taïwan où elle a été reçue par le président taïwanais Ma Ying-jeou (2012).
- Environ 80 entreprises taïwanaises enregistrées opèrent en République dominicaine.

- La RPC dispose d'un Bureau de développement des affaires en République dominicaine et ce pays caribéen a aussi une représentation commerciale en Chine.
- Au moins cinq entreprises chinoises importantes font des affaires en République dominicaine : *Perilya*, *Huawei*, *ZTE*, *Jinchen* et *Yutong*.

Projets d'investissements et de coopération

- La coopération de Taïwan avec la République dominicaine s'est concentrée dans les domaines de l'agriculture, l'infrastructure, la formation continue, l'industrie, l'éducation, le commerce, l'aquaculture, la culture, la santé, la prévention face aux catastrophes naturelles.
- Mémoire d'intention pour la coopération entre l'université autonome de Saint-Domingue (*Universidad Autónoma de Santo Domingo*) et l'université nationale normale de Taïwan, et d'autres institutions éducatives taïwanaises (2011).
- Donation d'environ 400 000 USD du gouvernement taïwanais pour la modernisation de bâtiments du ministère des Relations extérieures dominicain.
- Collaboration systématique depuis les années 1960 dans le domaine agricole. Mémoire d'intention bilatéral pour la distribution d'assistance non remboursable de 50 millions USD sur une période de 4 ans pour la mise en place des projets dans les domaines institutionnel, social et économique.
- Donation de 3 millions USD pour la modernisation de la sécurité des aéroports.
- Construction de quatre centres de soins intégraux pour les enfants.
- Assistance du gouvernement de Taïwan de 1 million USD pour l'installation d'un Centre de services d'appui intégral aux petites et moyennes entreprises en République dominicaine.
- Don de 130 ordinateurs portables aux écoles publiques dans différentes villes du pays.
- Don, avec l'aide d'une entreprise taïwanaise, de 50 tablettes pour l'université autonome de Saint-Domingue (*Universidad Autónoma de Santo Domingo*) et de 50 pour l'Institut technique supérieur de Saint-Domingue Est (*Instituto Técnico de Santo Domingo Este*) (2013).
- Envoi par le gouvernement taïwanais d'une délégation de 48 médecins et infirmières pour l'aide médicale des plus défavorisés.
- Don taïwanais de 80 ambulances au ministère de la Santé et de 14 à l'assistance sociale dominicaine (coût : 6 millions USD).

République dominicaine : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
-	-	-	0,060	0,060	-	-	-

Sources : CEIC.

Saint-Kitts-et-Nevis

Caractéristiques structurelles

Saint-Kitts-et-Nevis est un Etat bi-insulaire de 53 000 habitants avec une superficie de 261 km². En 2012, il comptabilisait un PIB par tête de 14 000 dollars et un IDH de 0,73, le situant parmi les plus riches de la région. Son économie, très ouverte et de très petite taille, est fortement concentrée dans le tourisme et l'agriculture, la rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Par ailleurs, le pays affiche un déficit commercial important et un taux d'endettement public extrêmement élevé. Il est membre de l'OECO, de la Caricom et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	46	49	54
PIB par habitant (USD courants)	9 146	10 916	14 314
IDH	-	-	0,73
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	417	536	767
Investissement (en % du PIB)	42,67	44,45	27,57
Exportations (en % du PIB)	36,04	42,25	32,68
Importations (en % du PIB)	59,77	52,22	43,96
Dette publique (en % du PIB)	97,61	159,91	137,01
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	1,76	1,97	1,55
Industrie (en % du PIB)	30,53	26,45	23,70
Services (en % du PIB)	67,71	71,58	74,75

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales

Données commerciales non disponibles.

Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec Taïwan depuis 1981 (date de l'indépendance).
- Visite d'Etat : le président taïwanais Ma Ying-jeou a rencontré le Premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, Denzil Douglas, en août 2013.

Projets d'investissements et de coopération

- La coopération de Taïwan s'est concentrée dans les domaines de l'agriculture, l'éducation, l'énergie.
- Assistance pour l'établissement du *Newton Ground Tourist Demonstration Farm*.
- Assistance pour l'Initiative Laptop pour étudiants et professeurs.
- Coopération pour le développement des énergies renouvelables et les technologies d'énergie alternatives.
- Partenariat pour l'établissement d'une ferme solaire au Robert L. Bradshaw Aéroport International.
- Installation de panneaux solaires photovoltaïques sur le toit du siège du gouvernement et pour l'éclairage des rues, éclairage LED de deux autoroutes principales.

Sainte-Lucie

Caractéristiques structurelles

Sainte-Lucie est un Etat de 180 000 habitants avec une superficie de 620 km². En 2012, elle comptabilisait un PIB par habitant de 6 000 dollars et un IDH de 0,72. Son économie, de petite taille et très ouverte, est fortement concentrée dans le tourisme et l'agriculture, la rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Le pays affiche un déficit commercial important et un taux d'endettement public élevé. Sainte-Lucie est membre de l'OECO, de la Caricom et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	157	165	181
PIB par habitant (USD courants)	4 871	5 493	6 848
IDH	-	-	0,72
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	764	909	1 239
Investissement (en % du PIB)	27,27	29,69	27,84
Exportations (en % du PIB)	49,30	57,77	47,53
Importations (en % du PIB)	58,34	65,47	62,73
Dette publique (en % du PIB)	39,24	60,97	71,69
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	6,01	3,70	3,87
Industrie (en % du PIB)	17,89	19,96	16,00
Services (en % du PIB)	76,10	76,35	80,13

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales

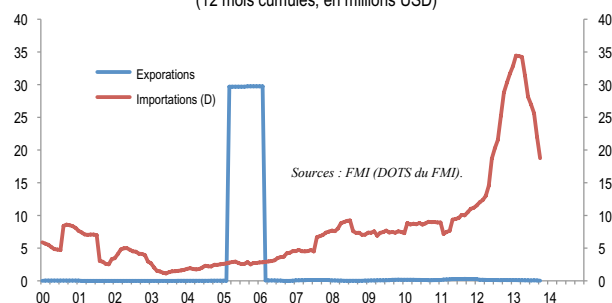
Principales exportations : produits agricoles (bananes, cacao, huile de noix de coco). Principales importations : biens manufacturés et d'équipement, produits alimentaires et produits pétrochimiques.

Sainte-Lucie : principaux partenaires commerciaux (2012)

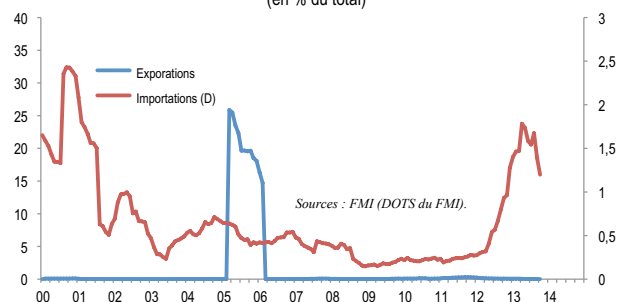
Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Rép. dominicaine	26,26	1. Brésil	55,76
2. États-Unis	9,50	2. États-Unis	18,51
3. Royaume-Uni	7,03	3. Trinidad-et-Tobago	8,76
4. Pérou	6,64	4. Argentine	5,39
5. Antigua-et-Barbuda	6,36	5. Barbade	1,85
29. Chine	0,07	6. Chine	1,28

Sources : FMI (DOTS du FMI)

Sainte-Lucie : échanges commerciaux avec la Chine
(12 mois cumulés, en millions USD)



Sainte-Lucie : échanges commerciaux avec la Chine
(en % du total)



Faits stylisés des relations avec la Chine et Taïwan

- Sainte Lucie a entretenu des relations diplomatiques avec Taïwan entre 1984 et 1997, avec la RPC de 1997 et 2006 et à nouveau avec Taïwan depuis 2007.
- Visite d'Etat : le président taïwanais Ma Ying-jeou a rencontré le Premier ministre de Sainte Lucie, Kenny D. Anthony, en août 2013.
- La coopération de Taïwan-Sainte Lucie s'est concentrée dans les domaines de l'éducation, l'agriculture, les soins de santé.

Principaux projets d'investissement et coopération avec Taïwan

- 14 délégations de volontaires médicaux de Taïwan ont été missionnées entre 2009 et 2013 pour servir à l'hôpital Saint-Jude à Sainte Lucie.
- Projet d'assistance technique pour la prévention et le traitement phytosanitaires des bananes.
- Organisation de l'exposition commerciale de partenariat Taïwan-Sainte-Lucie (2013).

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Caractéristiques structurelles

Saint-Vincent-et-les-Grenadines a une population de 109 000 habitants avec une superficie de 389 km² répartie entre l'île de Saint-Vincent (344 km²) et d'un chapelet d'îles, les Grenadines. En 2012, il comptabilisait un PIB par tête de 6 000 dollars et un IDH de 0,73. Son économie, très ouverte et de petite taille, est fortement concentrée dans le tourisme, l'intermédiation financière et l'agriculture, la rendant ainsi vulnérable aux chocs externes. Le pays affiche un déficit commercial important et un taux d'endettement public élevé. Il est membre de l'OECD, de la Caricom et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	107,897	108,749	109,373
PIB par habitant (USD courants)	3 684	5 071	6 515
IDH	-	-	0,73
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	397	551	713
Investissement (en % du PIB)	23,34	26,60	23,62
Exportations (en % du PIB)	45,14	36,37	26,93
Importations (en % du PIB)	50,44	52,81	56,51
Dette publique (en % du PIB)	58,70	66,58	71,66
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	8,54	6,28	7,26
Industrie (en % du PIB)	19,67	18,80	19,89
Services (en % du PIB)	71,79	74,91	72,85

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales

Principales exportations : produits agricoles (bananes).

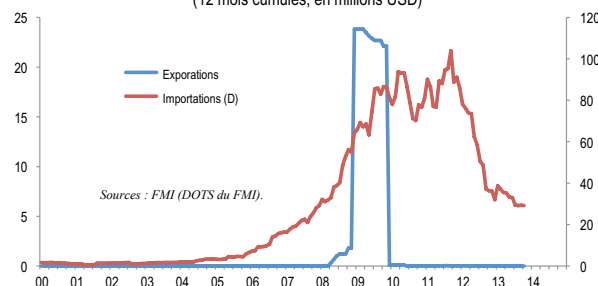
Principales importations : produits alimentaires, biens manufacturiers et d'équipement, produits pétrochimiques.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines : principaux partenaires commerciaux (2012)

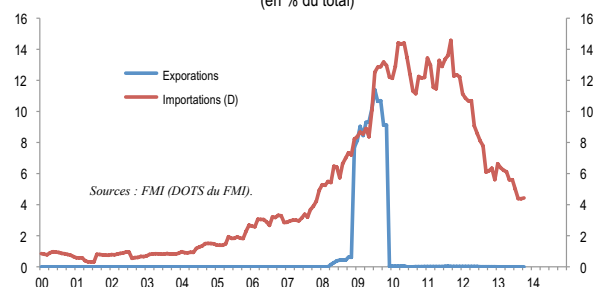
Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. Trinidad-et-Tobago	14,57	1. Singapour	28,03
2. Sainte-Lucie	12,96	2. Trinidad-et-Tobago	22,62
3. Turquie	12,76	3. Etats-Unis	18,99
4. Barbade	10,74	4. Chine	5,61
5. Dominique	8,51	5. Barbade	4,97
43. Chine	0,00		

Sources : FMI (DOTS du FMI)

Saint-Vincent-et-les-Grenadines : échanges commerciaux avec la Chine (12 mois cumulés, en millions USD)



Saint-Vincent-et-les-Grenadines : échanges commerciaux avec la Chine (en % du total)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec Taïwan depuis 1981.
- Visite d'Etat : le président taïwanais Ma Ying-jeou a rencontré le Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines en août 2013. En 2005, le président taïwanais Chen Shui-bian avait visité ce pays caribéen en vue de renforcer les relations bilatérales.

- La coopération de Taïwan avec Saint-Vincent-et-les-Grenadines s'est concentrée dans les domaines de l'infrastructure, l'agriculture, les soins de santé, les technologies de l'information et de la communication, l'éducation, la formation continue.
- Même si Saint-Vincent-et-les-Grenadines n'entretient pas de relations diplomatiques avec la Chine, un accord-cadre de protection des investissements a été signé entre les deux pays.

Projets d'investissements et de coopération

- Projet de développement de l'agriculture et de l'horticulture mené par une Mission technique de Taïwan à Saint-Vincent-et-les-Grenadines au bénéfice du ministère de l'Agriculture, Transformation rurale et des industries de ce pays caribéen (2011-2013 : environ 1,6 million USD).
- Projet de coopération technique dans le domaine des technologies de l'information et la communication mené par le ministère des Affaires étrangères de Taïwan à Saint-Vincent-et-les-Grenadines (2011-2015 : environ 29 millions USD).
- Construction d'une aérogare de passagers dans le projet de l'aéroport international Argyle à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.
- Don de 200 000 USD pour les secours d'urgence et l'aide humanitaire, à la suite des inondations dévastatrices dans le pays caribéen.
- Octroi de bourses pour faire des études à Taïwan et coopération des équipes médicales taïwanaises dans des hôpitaux à Saint-Vincent-et-les-Grenadines (coopération entre l'hôpital *Changhua Christian* de Taïwan et l'hôpital *Milton Cato Memorial* à Saint-Vincent-et-les-Grenadines).

Saint-Vincent-et-les-Grenadines : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
5,600	-	2,820	2,910	5,880	9,460	-	9,050	-	-

Sources : CEIC.

Le Suriname

Caractéristiques structurelles

Le Suriname est un Etat de 500 000 habitants avec une superficie de 163 000 km². En 2012, il comptabilisait un PIB par tête de 9 000 dollars et un IDH de 0,68, le situant parmi les moins développés de la région. Le Suriname a d'importantes ressources naturelles, il est le 9^e producteur mondial de bauxite, et plus de 90 % de son territoire est couvert par la forêt. Son économie est dominée par le secteur minier. Son déficit commercial est élevé. Le Suriname est membre de la Caricom, d'Unasur et du programme Petro Caribe.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	467	500	535
PIB par habitant (USD courants)	1 912	3 591	9 376
IDH	-	0,67	0,68
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	892	1 794	5 012
Investissement (en % du PIB)	12,36	27,85	-
Exportations (en % du PIB)	19,73	30,42	-
Importations (en % du PIB)	33,20	45,16	-
Dette publique (en % du PIB)	51,87	28,89	22,14
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	11,16	5,42	9,26
Industrie (en % du PIB)	25,16	37,28	38,83
Services (en % du PIB)	63,67	57,30	51,91

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales

Les principaux produits d'exportations sont la bauxite, l'or, le bois et des produits agricoles.

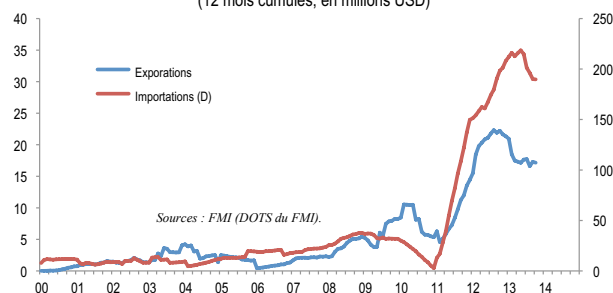
Les principaux produits d'importations sont des biens d'équipement, des produits alimentaires et des produits pétrochimiques.

Suriname : principaux partenaires commerciaux (2012)

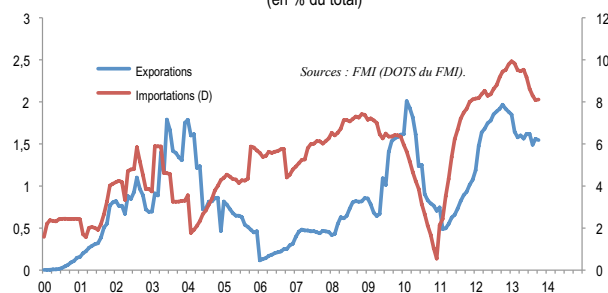
Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. États-Unis	25,60	1. États-Unis	25,84
2. Belgique	17,29	2. Pays-Bas	15,85
3. EAU	11,47	3. Chine	9,79
4. Canada	10,23	4. EAU	8,07
5. Guyane	5,77	5. Antigua-et-Barbuda	6,63
11. Chine	1,88		

Sources : FMI (DOTS du FMI)

Suriname : échanges commerciaux avec la Chine
(12 mois cumulés, en millions USD)



Suriname : échanges commerciaux avec la Chine
(en % du total)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques du Suriname avec la Chine depuis 1976.
- La communauté chinoise au Suriname est la plus importante, en termes relatifs, de la Caraïbe (environ 10 % de la population).
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré le président du Suriname, Désiré Delano Bouterse, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).

Projets d'investissements et de coopération

- Don de la Chine au Suriname, de 1,6 million USD de matériel logistique pour l'armée et le ministère de la Défense.
- Projets de construction de logement sociaux, d'assistance pour la création d'une ferme de production de crevettes et mise à niveau du réseau de télévision publique.
- Investissement chinois dans le secteur des transports au Suriname par l'entreprise chinoise *China Dalian International Corp.*, laquelle a fourni 6 milliards USD pour construire un port en eau profonde et de nouvelles routes.
- L'entreprise *China Zhong Heng Tai Investment* a revendiqué sa participation dans la production d'huile de palme du Suriname.

Suriname : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
0,650	1,130	2,770	-	17,570	2,420	1,100	6,350	-	-

Sources : CEIC.

Trinidad-et-Tobago

Caractéristiques structurelles

Trinidad-et-Tobago est un Etat bi-insulaire de 1,3 million d'habitants avec une superficie de 5 000 km². En 2012, il comptabilisait un PIB par tête de 17 000 dollars et un IDH de 0,76, le situant parmi les plus riches de la région. Il est un important producteur mondial de gaz naturel (le 5^e au monde) et le premier exportateur de méthanol et d'ammoniac. Le secteur énergétique représente 40 % du PIB et 86 % de ses exportations. Le pays joue aussi un rôle clé dans le cadre de la Caricom, en étant le principal fournisseur de pétrole et gaz de la région. Il est membre de la Caricom.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	1 268	1 297	1 337
PIB par habitant (USD courants)	6 431	12 405	17 437
IDH	0,71	0,74	0,76
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	8 154	16 089	23 320
Investissement (en % du PIB)	20,01	28,65	-
Exportations (en % du PIB)	59,22	65,82	-
Importations (en % du PIB)	45,35	39,02	-
Dette publique (en % du PIB)	54,86	36,84	36,86
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	1,41	0,49	0,62
Industrie (en % du PIB)	49,49	60,33	57,40
Services (en % du PIB)	49,10	39,18	41,99

Sources : Banque mondiale.

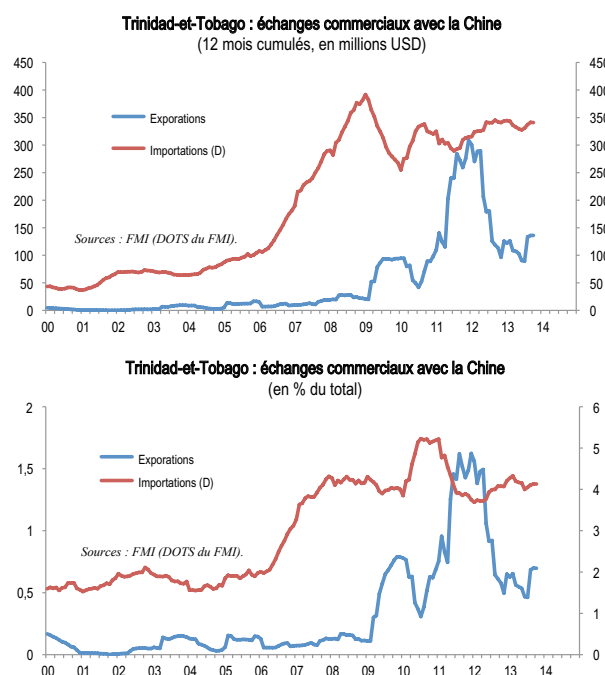
Relations commerciales

Les principaux produits d'exportations sont le pétrole brut, le gaz et les produits pétrochimiques. Les principaux produits d'importation sont des biens manufacturiers et d'équipement, des produits alimentaires et des produits chimiques.

Trinidad-et-Tobago : principaux partenaires commerciaux (2012)

Exportations		Importations	
Pays	% du total	Pays	% du total
1. États-Unis	40,33	1. États-Unis	33,00
2. Argentine	8,95	2. Brésil	8,10
3. Chili	6,81	3. Colombie	3,00
4. Espagne	4,30	4. Gabon	5,52
5. Brésil	3,57	5. Canada	4,43
20. Chine	0,65	6. Chine	4,21

Sources : FMI (DOTS du FMI)



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations diplomatiques avec la Chine depuis 1974.
- Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré la Première ministre de Trinidad-et-Tobago, Kamla Persad-Bissessar, à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago (juin 2013).
- Visite officielle de la Première ministre de Trinidad-et-Tobago en Chine (février 2014).
- La Chine est le 20^e destinataire des exportations de Trinidad-et-Tobago et le 6^e fournisseur de ses importations. La balance commerciale bilatérale est déficitaire en faveur de la Chine.

Projets d'investissements et de coopération

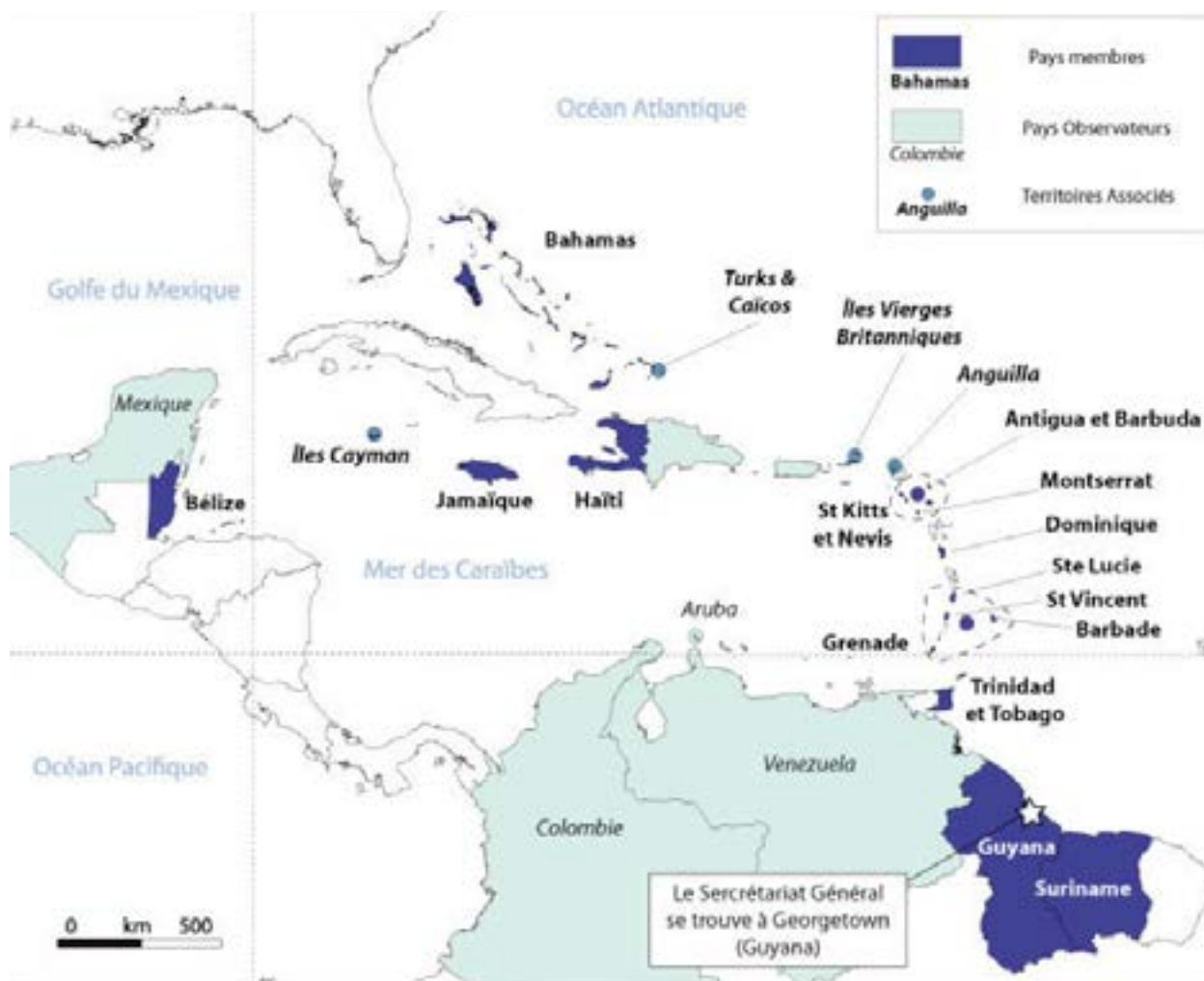
- Accord de promotion et de protection réciproque des investissements entre la Chine et Trinidad-et-Tobago (2002).
- Accord pour la fourniture d'asphalte de Trinidad-et-Tobago à la Chine (2008).
- La Chine a mené plusieurs projets de construction dans le pays : celles d'un port, d'infrastructures pour la construction navale, de la résidence du Premier ministre, de l'hôpital et de l'Académie nationale des Arts.
- Relation entre les Forces de défense de Trinidad-et-Tobago et l'Armée de libération du peuple chinois : réalisation de plusieurs visites et formation en Chine.
- La *China Investment Corporation* (CIC) a acquis 10 % de la première unité de liquéfaction (Train 1) du centre de stockage *Atlantic facility* de Trinidad-et-Tobago en 2012.
- La *Chaoyang Petroleum of Trinidad-et-Tobago*, propriété à 50 % chacune des entreprises chinoises *Chinese National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) et *Sinopec* (Sinopec), détient respectivement 25,5 et 25 % de deux blocs d'exploration.
- Les entreprises *Sinopec Overseas Oil* et *Gas Antilles Ltd*, subsidiaire de *Sinopec* participent également à 65 % du *East Brighton Sub* bloc A et à 45,5 % du *East Brighton Sub* bloc B d'exploration.

Trinidad-et-Tobago : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2009	2010	2011	2012
-	-	0,100	0,190

Sources : CEIC.

Carte 2. La Caricom



Source : Caribbean Atlas - <http://www.caribbean-atlas.com/fr/cartotheque/alliances-regionales.html>

Caricom

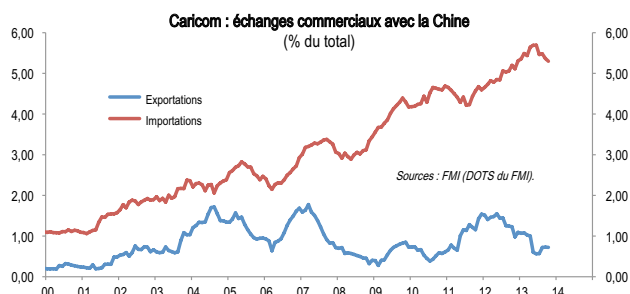
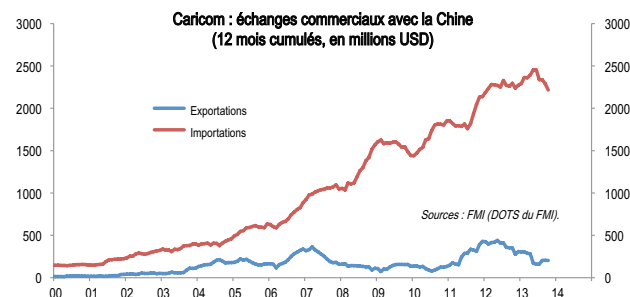
Caractéristiques structurelles

La Caricom est un organisme intergouvernemental qui regroupe 14 Etats : Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname et Trinidad-et-Tobago. La Caricom s'organise autour de quatre axes : I) l'intégration économique dans le but de parvenir à un marché unique ; II) la coopération fonctionnelle sur les questions sociales ; III) la coordination des politiques étrangères et IV) la sécurité régionale. Les économies de la Caricom sont de petite taille, très ouvertes et généralement concentrées sur le tourisme et les services financiers. Elles sont caractérisées aussi par d'importants déficits commerciaux et un taux d'endettement public élevé (sauf pour Trinidad-et-Tobago), ce qui les rend fragiles aux chocs externes.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	15	16	17
PIB par habitant (USD courants)	6 445	8 069	9 831
IDH moyen	0,65	0,67	0,72
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	35 093	49 595	71 254
Investissement (en % du PIB)	25,51	28,67	25,30
Exportations (en % du PIB)	46,45	43,63	32,01
Importations (en % du PIB)	56,56	57,76	53,86
Dette publique (en % du PIB)	66,00	75,21	74,89
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	7,85	6,82	6,47
Industrie (en % du PIB)	24,03	24,99	23,18
Services (en % du PIB)	70,69	68,18	68,98

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations avec la Chine ou Taïwan : neuf pays entretiennent des relations diplomatiques avec la Chine (Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, le Suriname et Trinidad-et-Tobago), et cinq avec Taïwan (le Belize, Haïti, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines).
- Visite officielle du président de la Chine Xi Jinping à Trinidad-et-Tobago (pays jouant un rôle déterminant dans le cadre de la Caricom) en mai 2013, où il a rencontré les dirigeants politiques des neuf pays de la Caraïbe ayant des relations diplomatiques avec la Chine (la première visite d'un président chinois dans la Caraïbe anglophone).
- Visite officielle de la Première ministre de Trinidad-et-Tobago en Chine (février 2014).
- Visite officielle du président de Taïwan, Ma Ying-jeou, à quatre des cinq pays anglo-caribéens avec lesquels Taïwan a des relations diplomatiques (août 2013).

- Ni la Chine ni Taïwan n'ont de Représentant plénipotentiaire accrédité auprès de Caricom en qualité d'États Tiers.
- Réalisation périodique des Forum de coopération économique et commerciale Chine-Caraïbe (2005, 2007 et 2011) visant à faciliter le développement économique commun sur différentes questions dont les infrastructures, les services de construction, la formation continue et autres (les chiffres projetés oscillent autour de 1 milliard USD de prêts à des conditions préférentielles).
- Relations commerciales déficitaires des pays de la zone Caricom avec la Chine : les importations en provenance de Chine sont plus importantes que les exportations de la Caricom vers la Chine. Cette dernière se situe entre le 3^e et le 6^e fournisseur des importations des pays de la Caricom.
- Le commerce bilatéral est concentré principalement dans cinq pays : les Bahamas, le Guyana, la Jamaïque, le Suriname, Trinidad-et-Tobago.
- Intérêt croissant des banques publiques et des entreprises chinoises pour les secteurs de la construction, l'exploitation de ressources naturelles, l'infrastructure. L'investissement de la Chine dans la Caricom est assez concentré : le Guyana, la Jamaïque, le Suriname, la Barbade, les Bahamas et Trinidad-et-Tobago.
- La Chine est un membre contributeur et non emprunteur de la BID et de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), deux institutions financières-clés pour les pays de la Caricom.
- Dans le domaine de la sécurité, la coopération a mis l'accent sur la formation professionnelle pour les membres des forces de police et des armées dans les instituts d'études militaires chinois, ainsi que sur la donation de matériel technique et de moyens de transport pour renforcer les forces de sécurité de la Caraïbe.
- Globalement, la Chine a développé une diplomatie financière et de coopération (plutôt connue comme « *diplomatie du chéquier* ») avec les neuf membres de la Caricom avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, dans le but de conserver leur adhésion à sa politique d'une seule Chine, tout en incitant les cinq autres pays à l'adopter.
- La présence de la Chine est déterminée d'abord par des considérations politiques liées à la promotion internationale de sa « *politique d'une seule Chine* ». Ensuite elle est motivée par des raisons économiques d'accès aux ressources naturelles et de développement des infrastructures. Le recours à des entreprises chinoises est communément établi comme une condition du financement des projets.

Caricom : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
5,22	44,69	28,54	7,48	122,85	-	-	43,79	37,26	102,47

Sources : CEIC.

Carte 3. Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OEEO)



Source : PopulationData.net - <http://www.populationdata.net/?option=article&aid=389&article=2009-03-21-Organisation-des-etats-de-la-Caraibe-orientale>

OEEO

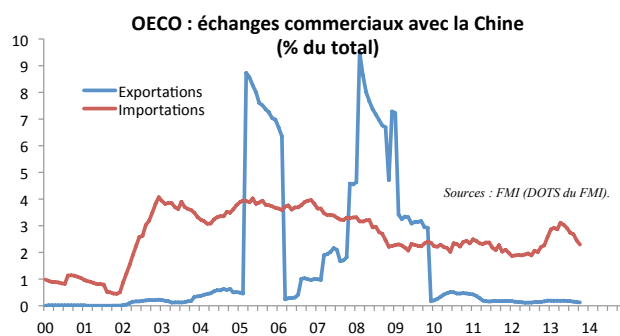
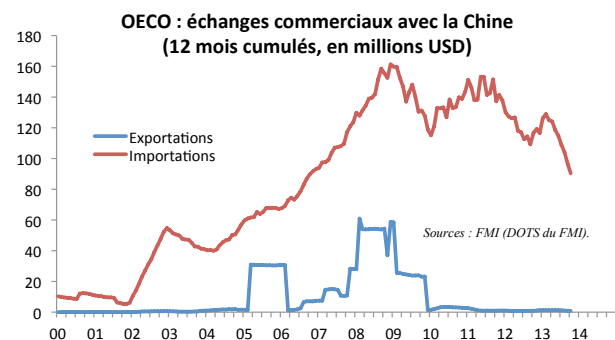
Caractéristiques structurelles

L'OEEO est un organisme intergouvernemental composé de six Etats indépendants et trois territoires d'outre-mer : Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Anguilla, Montserrat et les Iles Vierges britanniques. Ses objectifs sont : I) l'harmonisation et l'intégration économique ; II) la défense des droits de l'homme et III) la promotion d'une bonne gouvernance. Les pays membres partagent une monnaie commune, le dollar de la Caraïbe orientale. Le PIB par tête et le niveau de développement figurent parmi les plus élevés de la Caraïbe. Les économies sont de très petite taille, très ouvertes et fortement spécialisées dans le tourisme et les services financiers. Par ailleurs, elles affichent un commercial déficit important et un taux d'endettement public élevé, ce qui les rend vulnérables aux chocs externes.

Indicateurs	2000	2005	2012
Démographie et revenu			
Population totale en milliers	559	579	610
PIB par habitant (USD courants)	6 275	7 591	9 062
IDH	0,72	0,73	0,74
Chiffres clés			
PIB nominal (USD millions)	3 214	4 060	5 099
Investissement (en % du PIB)	30,14	32,70	25,21
Exportations (en % du PIB)	47,16	41,31	36,87
Importations (en % du PIB)	58,01	58,24	53,39
Dette publique (en % du PIB)	69,91	92,33	91,67
Structure de l'économie			
Agriculture (en % du PIB)	6,39	5,24	6,01
Industrie (en % du PIB)	20,65	20,79	17,81
Services (en % du PIB)	72,96	73,97	76,18

Sources : Banque mondiale.

Relations commerciales



Faits stylisés des relations avec la Chine

- Relations avec la Chine ou Taïwan : des six Etats indépendants, trois entretiennent des relations diplomatiques avec la RPC (Antigua-et-Barbuda, la Dominique et la Grenade), et les trois autres avec Taïwan (Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines).
 - Visite d'Etat : le président chinois Xi Jinping a rencontré les Premiers ministres d'Antigua-et-Barbuda, la Dominique et la Grenade, à Port-of-Spain, Trinidad-et-Tobago, en juin 2013.
- Visite d'Etat : le président taïwanais Ma Ying-jeou a rencontré les Premiers ministres de Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Sainte-Lucie, en août 2013.

- La Chine est un membre contributeur et non emprunteur de la BID et de la BDC, deux institutions financières clés pour les pays de l'OECD.
- La Chine a développé une diplomatie financière et de coopération (plutôt connue comme « *diplomatie du chéquier* ») avec les trois membres de l'OECD avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, dans le but de conserver leur adhésion à sa politique d'une seule Chine, tout en incitant les trois autres pays à l'adopter.
- La coopération de Taïwan envers les trois pays indépendants de l'OECD (avec lesquels ce pays entretient des relations diplomatiques) s'est concentrée dans les domaines de l'éducation, l'agriculture, les soins de santé, l'infrastructure.
- Taïwan, qui entretient déjà des relations suivies avec les trois pays de l'OECD, a développé en outre un activisme diplomatique.

OECD : entrée nette d'IDE chinois (Millions USD)

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
5,600	-	2,820	2,910	5,880	9,580	-	9,050	-

Sources : CEIC.

Liste des sigles et abréviations

AFD	Agence Française de Développement
ALBA	Alliance bolivarienne pour les Amériques
ALC	Amérique latine et Caraïbes
APE	Accord de partenariat économique
APRI	Accord pour la protection réciproque des investissements
BDC	Banque de développement des Caraïbes
BID	Banque interaméricaine de développement
CAFTA-DR	<i>The Dominican Republic-Central America-United States Free Trade Agreement</i>
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCC	Chambre de commerce de Cuba
CChPIT	Conseil chinois pour la promotion du commerce international (Cuba)
CCNP	Coopération nationale chinoise du pétrole
CECCh	Comité entrepreneurial Cuba-Chine
CELAC	Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes
CHEC	<i>China Harbour Engineering Company</i>
CIC	<i>China Investment Corporation</i>
CICCT	Commission intergouvernementale pour la coopération scientifique technique

CMIREC	Commission mixte intergouvernementale pour les relations économiques et commerciales
CNOOC	<i>Chinese National Offshore Oil Corporation</i>
CNPC	<i>China National Petroleum Corporation</i>
COMECON	<i>The Council for Mutual Economic assistance</i>
COMPLANT	<i>Complete Plant Import and Export Company</i> (Chine)
Cupet	Cuba pétrole
CZHT	<i>China Zhong Hang Tai Investment</i>
EXIM	<i>China Export-Import Bank</i>
IdA	Institut des Amériques
IDE	Investissements directs à l'étranger
MINUSTAH	Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OECS	Organisation des États de la Caraïbe orientale
PCBST	Programme de coopération bilatérale scientifique – technique
PNB	Produit national brut
RCH	République de Chine
RPC	République populaire de Chine
UNASUR	Union des Nations d'Amérique du Sud
ZEDM	<i>Zona Especial de Desarrollo de Mariel</i> (Cuba)

Bibliographie

AFD, *Cadre d'intervention régional Caraïbes 2013-2015*, Paris, 48 p.

Archibold R. (2012), "China Buys Inroads in the Caribbean, Catching US Noticell", *The New York Times*, 7 avril.

Baltar Rodriguez J. (1996), "La sociedad-clan y el proceso de asimilación étnica de los chinos en Cuba", *Temas*, La Habana, n°7, pp. 13-27.

Benjamin-Labarthe E. et E. Dubesset (2010), *Emancipations caribéennes, Histoire, mémoire, enjeux socioéconomiques et politiques*, L'Harmattan, Paris.

Bernal R. (2013), "China's Rising Investment Profile in the Caribbean", *Inter-American Dialogue, Economics Brief*.

Cabestan J.-P. (2010), *La politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po, Paris.

CENTRAL STATISTICAL OFFICE (2007), *Population Census 2000, Major findings*, Belize City.

CEPAL (2013), *Promoción del comercio y la inversión con China. Desafíos y oportunidades en la experiencia de las cámaras empresariales latinoamericanas*, Santiago du Chili.

CEPAL (2012), *China y América latina y el Caribe. Hacia una relación económica y comercial estratégica*, Santiago du Chili.

CEPAL (2010), *La República Popular China y América Latina y el Caribe: hacia una relación estratégica*, Santiago du Chili.

CHINAPOO C. (1988), *Chinese Immigration into Trinidad 1900-1950*, University of the West Indies, campus de St. Augustine, Trinidad.

Cruse R. (2014), « La Chine vue depuis la Caraïbe », *Monde chinois nouvelle Asie*, pp. 38-39, ronéo.

Cruse R. (2012), *Géopolitique d'une périphérisation du Bassin caribéen*, Coll. Géographie contemporaine, Presses de l'université du Québec.

Domenach J.-L. (2009), *La Chine m'inquiète*, Perrin, Paris.

Dubesset E. (2013), « Réformes à Cuba : la persistance dans le changement », *Diplomatie*, numéro 64, septembre-octobre, pp. 22-25.

Dubesset E. et R. Lucas (2011), *La Caraïbe dans la mondialisation : quelles dynamiques régionalistes ?*, L'Harmattan, Paris.

Economic Commission for Latin America (2013), *Strengthening Biregional Cooperation between Latin America and Asia-Pacific. The Role of FEALAC*, Santiago du Chili.

Fieser E. (2011), "Why China is Spending Billions in the Caribbean?" *The Global Post*.

González Peña J. M. et L. Martínez Alfonso (2015, à paraître), "Las relaciones de los países de la Comunidad del Caribe (Caricom) con China: David vs Goliath?", dans *FLACSO (Eds), América latina y sus relaciones con China en un mundo en transformación*, México DF.

Gonzalez Rivero C. et Y. Vazquez Lopez (2013), *El Caribe Oriental y la República Popular China: retos y posibilidades de la cooperación*, Centro de Investigaciones de Economía Internacional.

Han Shih T. (2012), "Jamaica Accuses China State Entities of Abuse over Road Projects", *China Business*, South China Morning Post.

Higman B. W. (1972), "The Chinese in Trinidad", *Caribbean Studies*, 2 : 3, pp. 21-44.

Hill A. (2013), "Chinese Investment Improving Sugar Industry", *Jamaica Gleaner*, 20 décembre.

Kennes W. (2000), *Small Developing Countries and Global Markets. Competing in the Big League*, Palgrave, Basingstoke (GB), New York.

Levy J. (1986), "The Economic Role of the Chinese in Jamaica - The Grocery Retail Trade", *Jamaican Historical Review*, n° 5, pp 31-49.

Look Lai W. (Ed) (2006), *Essays on the Chinese Diaspora in the Caribbean*, UWI Press, Trinidad-et-Tobago.

Ma L. et C. Cartier (Eds) (2002), *The Chinese Diaspora*, Rowman & Littlefield Publishers.

Ma Mung E. (2000), « La diaspora chinoise géographie d'une migration », *GéOphrys*.

Martin J. (2012), *When China Rules the World*, Penguin Books.

McFadden D. (2014), "Jamaica Says Chinese Company Would Build Coal Plant to Power Proposed Transshipment Port", *Canadian Business*, *The Associated Press*.

McIntosh D. (2014), "Labour Minister Welcomes \$1,6 Billion Investment in Sugar", *Jamaica Information Service*, 27 février.

Bibliographie

Meyer C. (2014), *La Chine, banquier du monde*, Fayard, Paris.

Quenan C. et S. Velut (dir.) (2014), *Les enjeux du développement en Amérique latine*, A Savoir n° 24, Institut des Amériques, Agence Française de Développement, Paris.

Rajkumar F. (2013), "Les Chinois dans la Caraïbe coloniale", In Cruse & Rhiney (Eds.), *Caribbean Atlas*, <http://www.caribbean-atlas.com/fr/thematiques/vagues-de-colonisation-et-de-controle-de-la-caraibe/la-vie-dans-la-caraibe-des-plantations/les-chinois-dans-la-caraibe-coloniale.html>.

Rosales O. et M. Kuwayama (2012), *China and Latin America and the Caribbean, Building a Strategic Economic and Trade Relationship*, ECLAC, Santiago de Chile.

Sukup V. (2013), *Les Caraïbes face aux défis de l'avenir*, Presses de l'université des Antilles et de la Guyane, Fort-de-France.

Sukup V. (2010), « Les Caraïbes face à l'avenir », *Futuribles*, n° 360, pp. 21-34.

Sukup V. (2000), *Asia frente al siglo XXI: de los milagros a las debacles*, Ed. Corregidor, Buenos-Aires.

Série Documents de travail / Working Papers Series

Publiés depuis janvier 2009 / published since January 2009

Les numéros antérieurs sont consultables sur le site : <http://recherche.afd.fr>

Previous publications can be accessed online at: <http://recherche.afd.fr>

- N° 78 « L'itinéraire professionnel du jeune Africain » - Les résultats d'une enquête auprès de jeunes leaders Africains sur les dispositifs de formation professionnelle post-primaire
Richard Walther, consultant ITG, Marie Tamoifo, porte-parole de la jeunesse africaine et de la diaspora
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - janvier 2009.
- N° 79 Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté : quel bilan des expériences dans les pays en développement ?
Emmanuelle Lavallée, Anne Olivier, Laure Pasquier-Doumer, Anne-Sophie Robilliard, DIAL - février 2009.
- N° 80 Les nouveaux dispositifs de formation professionnelle post-primaire. Les résultats d'une enquête terrain au Cameroun, Mali et Maroc
Richard Walther, Consultant ITG
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - mars 2009.
- N° 81 *Economic Integration and Investment Incentives in Regulated Industries*
Emmanuelle Auriol, Toulouse School of Economics, Sara Biancini, Université de Cergy-Pontoise, THEMA,
Comments by : Yannick Perez and Vincent Rious - April 2009.
- N° 82 Capital naturel et développement durable en Nouvelle-Calédonie - Etude 1. Mesures de la « richesse totale » et soutenabilité du développement de la Nouvelle-Calédonie
Clément Brelaud, Cécile Couharde, Vincent Géronimi, Elodie Maître d'Hôtel, Katia Radja, Patrick Schembri, Armand Taranco, Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, GEMDEV
Contact : Valérie Reboud, AFD - juin 2009.
- N° 83 The Global Discourse on "Participation" and its Emergence in Biodiversity Protection
Olivier Charnoz, AFD - July 2009.
- N° 84 *Community Participation in Biodiversity Protection: an Enhanced Analytical Framework for Practitioners*
Olivier Charnoz, AFD - August 2009.
- N° 85 Les Petits opérateurs privés de la distribution d'eau à Maputo : d'un problème à une solution ?
Aymeric Blanc, Jérémie Cavé, LATTs, Emmanuel Chaponnière, Hydroconseil
Contact : Aymeric Blanc, AFD - août 2009.
- N° 86 Les transports face aux défis de l'énergie et du climat
Benjamin Dessus, Global Chance.
Contact : Nils Devernois, département de la Recherche, AFD - septembre 2009.
- N° 87 Fiscalité locale : une grille de lecture économique
Guy Gilbert, professeur des universités à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Cachan
Contact : Réjane Hugounenq, AFD - septembre 2009.
- N° 88 Les coûts de formation et d'insertion professionnelles - Conclusions d'une enquête terrain en Côte d'Ivoire
Richard Walther, expert AFD avec la collaboration de Boubakar Savadogo (Akilia) et de Borel Foko (Pôle de Dakar)
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - octobre 2009.

- N° 89 Présentation de la base de données. Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)
Institutional Profiles Database III - Presentation of the Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)
Denis de Crombrughe, Kristine Farla, Nicolas Meisel, Chris de Neubourg, Jacques Ould Aoudia, Adam Szirmai
Contact : Nicolas Meisel, département de la Recherche, AFD - décembre 2009.
- N° 90 Migration, santé et soins médicaux à Mayotte
Sophie Florence, Jacques Lebas, Pierre Chauvin, Equipe de recherche sur les déterminants sociaux de la santé et du recours aux soins UMRS 707 (Inserm - UPMC)
Contact : Christophe Paquet, AFD - janvier 2010.
- N° 91 Capital naturel et développement durable en Nouvelle-Calédonie - Etude 2. Soutenabilité de la croissance néo-calédonienne : un enjeu de politiques publiques
Cécile Couharde, Vincent Géronimi, Elodie Maître d'Hôtel, Katia Radja, Patrick Schembri, Armand Taranco
Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, GEMDEV
Contact : Valérie Reboud, AFD - janvier 2010.
- N° 92 *Community Participation Beyond Idealisation and Demonisation: Biodiversity Protection in Soufrière, St. Lucia*
Olivier Charnoz, AFD - January 2010.
- N° 93 *Community Participation in the Pantanal, Brazil: Containment Games and Learning Processes*
Participation communautaire dans le Pantanal au Brésil : stratégies d'endiguement et processus d'apprentissage
Olivier Charnoz, AFD - février 2010.
- N° 94 Développer le premier cycle secondaire : enjeu rural et défis pour l'Afrique subsaharienne
Alain Mingat et Francis Ndem, IREDU, CNRS et université de Bourgogne
Contact : Jean-Claude Balmès, département Education et formation professionnelle, AFD - avril 2010
- N° 95 Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marché
Catherine Araujo Bonjean, Stéphanie Brunelin, Catherine Simonet, CERDI - mai 2010.
- N° 96 La Thaïlande : premier exportateur de caoutchouc naturel grâce à ses agriculteurs familiaux
Jocelyne Delarue, AFD - mai 2010.
- N° 97 Les réformes curriculaires par l'approche par compétences en Afrique
Francoise Cros, Jean-Marie de Ketele, Martial Dembélé, Michel Develay, Roger-François Gauthier, Najoua Ghriss, Yves Lenoir, Augustin Murayi, Bruno Suchaut, Valérie Tehio - juin 2010.
- N° 98 Les coûts de formation et d'insertion professionnelles - Les conclusions d'une enquête terrain au Burkina Faso
Richard Walther, Boubakar Savadogo, consultants en partenariat avec le Pôle de Dakar/UNESCO-BREDA.
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - juin 2010.
- N° 99 *Private Sector Participation in the Indian Power Sector and Climate Change*
Shashanka Bhide, Payal Malik, S.K.N. Nair, Consultants, NCAER
Contact: Aymeric Blanc, AFD - June 2010.
- N° 100 Normes sanitaires et phytosanitaires : accès des pays de l'Afrique de l'Ouest au marché européen - Une étude empirique
Abdelhakim Hammoudi, Fathi Fakhfakh, Cristina Grazia, Marie-Pierre Merlateau.
Contact : Marie-Cécile Thirion, AFD - juillet 2010.
- N° 101 Hétérogénéité internationale des standards de sécurité sanitaire des aliments : Quelles stratégies pour les filières d'exportation des PED ? - Une analyse normative
Abdelhakim Hammoudi, Cristina Grazia, Eric Giraud-Héraud, Oualid Hamza.
Contact : Marie-Cécile Thirion, AFD - juillet 2010.

- N° 102 Développement touristique de l'outre-mer et dépendance au carbone
Jean-Paul Ceron, Ghislain Dubois et Louise de Torcy.
Contact : Valérie Reboud, AFD - octobre 2010.
- N° 103 Les approches de la pauvreté en Polynésie française : résultats et apports de l'enquête sur les conditions de vie en 2009
Javier Herrera, IRD-DIAL, Sébastien Merceron, Insee.
Contact : Cécile Valadier, AFD - novembre 2010.
- N° 104 La gestion des déchets à Coimbatore (Inde) : frictions entre politique publique et initiatives privées
Jérémy Cavé, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTs), CNRS - décembre 2010.
- N° 105 Migrations et soins en Guyane - Rapport final à l'Agence Française de Développement dans le cadre du contrat AFD-Inserm
Anne Jolivet, Emmanuelle Cadot, Estelle Carde, Sophie Florence, Sophie Lesieur, Jacques Lebas, Pierre Chauvin
Contact : Christophe Paquet, AFD - décembre 2010.
- N° 106 Les enjeux d'un bon usage de l'électricité : Chine, Etats-Unis, Inde et Union européenne
Benjamin Dessus et Bernard Laponche avec la collaboration de Sophie Attali (Topten International Services), Robert Angioletti (Ademe), Michel Raoust (Terao)
Contact : Nils Devernois, département de la Recherche, AFD - février 2011.
- N° 107 Hospitalisation des patients des pays de l'Océan indien - Prises en charges spécialisées dans les hôpitaux de la Réunion
Catherine Dupilet, Dr Roland Cash, Dr Olivier Weil et Dr Georges Maguerez (cabinet AGEAL)
En partenariat avec le Centre Hospitalier Régional de la Réunion et le Fonds de coopération régionale de la Réunion
Contact : Philippe Renault, AFD - février 2011.
- N° 108 *Peasants against Private Property Rights: A Review of the Literature*
Thomas Vendryes, Paris School of Economics - February 2011.
- N° 109 Le mécanisme REDD+ de l'échelle mondiale à l'échelle locale - Enjeux et conditions de mise en oeuvre ONF International
Contact : Tiphaine Leménager, département de la Recherche, AFD - mars 2011.
- N° 110 L'aide au Commerce : état des lieux et analyse
Aid for Trade: A Survey
Mariana Vijil, Marilyne Huchet-Bourdon et Chantal Le Mouél, Agrocampus Ouest, INRA, Rennes.
Contact : Marie-Cécile Thirion, AFD - avril 2011.
- N° 111 Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle
Sandra Barlet et Christian Baron, GRET
Contact : Nicolas Lejosne, AFD - avril 2011.
- N° 112 Charbon de bois et sidérurgie en Amazonie brésilienne : quelles pistes d'améliorations environnementales ?
L'exemple du pôle de Carajas
Ouvrage collectif sous la direction de Marie-Gabrielle Piketty, Cirad, UMR Marchés
Contact : Tiphaine Leménager, département de la Recherche, AFD - avril 2011.
- N° 113 Gestion des risques agricoles par les petits producteurs Focus sur l'assurance-récolte indiciaire et le warrantage
Guillaume Horréard, Bastien Oggeri, Ilan Rozenkopf sous l'encadrement de : Anne Chetaille, Aurore Duffau, Damien Lagandré
Contact : Bruno Vindel, département des Politiques alimentaires, AFD - mai 2011.
- N° 114 Analyse de la cohérence des politiques commerciales en Afrique de l'Ouest
Jean-Pierre Rolland, Arlène Alpha, GRET
Contact : Jean-René Cuzon, AFD - juin 2011

- N° 115 L'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations en situation de crise : comment passer de l'urgence à la reconstruction et au développement ?
Julie Patinet (Groupe URD) et Martina Rama (Académie de l'eau),
sous la direction de François Grünewald (Groupe URD)
Contact : Thierry Liscia, AFD- septembre 2011
- N° 116 Formation et emploi au Maroc : état des lieux et recommandations
Jean-Christophe Maurin et Thomas Melonio, AFD - septembre 2011.
- N° 117 *Student Loans: Liquidity Constraint and Higher Education in South Africa*
Marc Gurgand, Adrien Lorenceau, Paris School of Economics
Contact: Thomas Melonio, AFD - September 2011.
- N° 118 Quelles(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique ? Une revue de littérature
Dominique Darbon, IEP Bordeaux, Comi Toulabor, LAM Bordeaux
Contacts : Virginie Diaz et Thomas Melonio, AFD - décembre 2011.
- N° 119 Les réformes de l'aide au développement en perspective de la nouvelle gestion publique
Development Aid Reforms in the Context of New Public Management
Jean-David Naudet, AFD - février 2012.
- N° 120 *Fostering Low-Carbon Growth Initiatives in Thailand*
Contact: Cécile Valadier, AFD - February 2012
- N° 121 Interventionnisme public et handicaps de compétitivité : analyse du cas polynésien
Florent Venayre, Maître de conférences en sciences économiques, université de la Polynésie française et
LAMETA, université de Montpellier
Contacts : Cécile Valadier et Virginie Olive, AFD - mars 2012.
- N° 122 Accès à l'électricité en Afrique subsaharienne : retours d'expérience et approches innovantes
Anjali Shanker (IED) avec les contributions de Patrick Clément (Axenne), Daniel Tapin et Martin Buchsensschutz
(Nodalis Conseil)
Contact : Valérie Reboud, AFD - avril 2012.
- N° 123 *Assessing Credit Guarantee Schemes for SME Finance in Africa: Evidence from Ghana, Kenya, South Africa and Tanzania*
Angela Hansen, Ciku Kimeria, Bilha Ndirangu, Nadia Oshry and Jason Wendle, Dalberg Global Development Advisors
Contact: Cécile Valadier, AFD - April 2012.
- N° 124 Méthodologie PEFA et collectivités *infranationales* : quels enseignements pour l'AFD ?
Contacts : Frédéric Audras et Jean-François Almanza, AFD - juillet 2012
- N° 125 *High Returns, Low Attention, Slow Implementation: The Policy Paradoxes of India's Clean Energy Development*
Ashwini Swain, University of York,
Contact : Olivier Charnoz, PhD, AFD - July 2012
- N° 126 *In Pursuit of Energy Efficiency in India's Agriculture: Fighting 'Free Power' or Working with it?*
Ashwini Swain, University of York,
Contact : Olivier Charnoz, AFD - August 2012
- N° 127 L'empreinte écologique et l'utilisation des sols comme indicateur environnemental : quel intérêt pour les politiques publiques ?
Jeroen van den Bergh, Universitat Autònoma de Barcelona,
Contact : Fabio Grazi, AFD - octobre 2012
- N° 128 *China's Coal Methane: Actors, Structures, Strategies and their Global Impacts*
Ke Chen, Research consultant & Olivier Charnoz, AFD - November 2012

- N° 129 Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer ?
Une approche par l'indice de développement humain
Olivier Sudrie (cabinet DME)
Contact : Vincent Joguet, AFD - novembre 2012
- N° 130 Taille des villes, urbanisation et spécialisations économiques
Une analyse sur micro-données exhaustives des 10 000 localités maliennes
Claire Bernard, Sandrine Mesplé-Somps, Gilles Spielvogel, IRD, UMR DIAL,
Contact : Réjane Hugounenq, AFD - novembre 2012
- N° 131 Approche comparée des évolutions économiques des Outre-mer français sur la période 1998-2010
Croissance économique stoppée par la crise de 2008
Claude Parain, INSEE, La Réunion, Sébastien Merceron, ISPF, Polynésie française
Contacts : Virginie Olive et Françoise Rivière, économistes, AFD - mars 2013
- N° 132 Equilibre budgétaire et solvabilité des collectivités locales dans un environnement décentralisé
Quelles leçons tirer des expériences nationales ?
Guy Gilbert, Professeur émérite ENS Cachan, CES-PSE, François Vaillancourt, Université de Montréal, Québec, Canada
Contact : Réjane Hugounenq, AFD - avril 2013
- N° 133 Les politiques d'efficacité énergétique en Chine, Inde, Indonésie, Thaïlande et Vietnam
Loïc Chappoz et Bernard Laponche, Global Chance
Contact : Nils Devernois, AFD - avril 2013
- N° 134 South-South cooperation and new agricultural development aid actors in western and southern Africa
China and Brazil - Case studies
Jean-Jacques Gabas (CIRAD, UMR ARTDev) et Frédéric Goulet (CIRAD, UMR Innovation)
- N° 135 L'économie politique et la gestion territoriale des services environnementaux
Bernard Dafflon, université de Fribourg (Suisse)
Contact : Réjane Hugounenq, AFD - juin 2013
- N° 136 Séminaire AFD, Mali : une contribution de la recherche française et européenne, vendredi 12 avril 2013
Contact : François Gaulme, AFD - janvier 2014
- N° 137 Evaluer l'impact des instruments financiers en faveur des entreprises
Olivier Cadot, Université de Lausanne, FERDI et CEPREMAP, Anne-Célia Disdier et Akiko Suwa-Eisenmann,
Paris School of Economics, INRA et CEPREMAP, Julien Gourdon, CEPII et CEPREMAP, Jérôme Héricourt,
EQUIPPE-Universités de Lille, CES-Université de Paris 1 et CEPII
Contact : Bertrand Savoye, AFD - mars 2014
- N° 138 Une réévaluation de l'objectif de scolarisation primaire universelle sous l'angle des acquis scolaires
Nadir Altinok^{1, 2}, Jean Bourdon¹
¹ IREDU (Institut de recherche sur l'éducation) - université de Bourgogne, CNRS
² BETA (Bureau d'économie théorique et appliquée) - université de Lorraine, CNRS
Contact : Véronique Sauvat, AFD - juillet 2014
- N° 139 Indicateurs d'impact des projets de gestion durable des terres, de lutte contre la dégradation des terres et la désertification, Partie 1
Isabelle Amsallem, Agropolis Productions, Marc Bied-Charreton, Centre d'études des territoires, de la mondialisation et des vulnérabilités de l'Université de Versailles Saint Quentin-en-Yvelines (CEMOTEV/UVSQ),
Comité Scientifique Français de la Désertification (CSFD)
Contact : Constance Corbier-Barthaux, AFD - mai 2014

- N° 140 La production de connaissances à l'AFD
Enjeux et orientations
Contact : Alain Henry, AFD - septembre 2014
- N° 141 L'information sur les prix agricoles par la téléphonie mobile : le cas du Ghana
Julie Subervie (Inra) et Franck Galtier (Cirad)
Contact : Stéphanie Pamiès et Marie-Cécile Thirion, AFD - novembre 2014
- N° 142 Les gaz de schiste : enjeux et question pour le développement
Benjamin Dessus (Global Chance)
Contact : Cyrille Bellier, AFD - décembre 2014
- N° 143 L'agroécologie et son potentiel environnemental en Zambie : de l'utilité d'une réflexion sociotechnique pour l'aide au développement
Véra Ehrenstein (CSI) et Tiphaine Leménager (AFD)
Contact : Tiphaine Leménager, AFD - décembre 2014